

Démocratie

MUNICIPALES 2026 : UN PARIS DURABLEMENT ANCRÉ À GAUCHE

Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach, Céline Colange

22/05/2026

Si les élections municipales à Paris ont vu la victoire du candidat de l'union de la gauche hors LFI – Emmanuel Grégoire l'emportant sur Rachida Dati, candidate de la droite –, l'analyse du scrutin parisien ne se limite pas à ce seul affrontement. Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et stratégies d'entreprises de l'Ifop, analyse le clivage persistant entre l'ouest et l'est de la capitale, et les réalignements idéologiques en cours. Les cartes sont réalisées par le géographe et cartographe Sylvain Manternach et le concours de la géographe Céline Colange.

Les commentaires consacrés à la campagne des municipales à Paris ont fait la part belle à l'affrontement entre Emmanuel Grégoire et Rachida Dati et ont fortement personnalisé ce scrutin.

Si l'équation personnelle de chacun des candidats a bien entendu joué un rôle dans cette élection, les résultats des municipales à Paris ont mis en lumière à la fois le clivage persistant entre l'ouest et l'est de la capitale, mais également certains réalignements en cours dans cette période de macronisme finissant.

Emmanuel Grégoire fait le break au premier tour

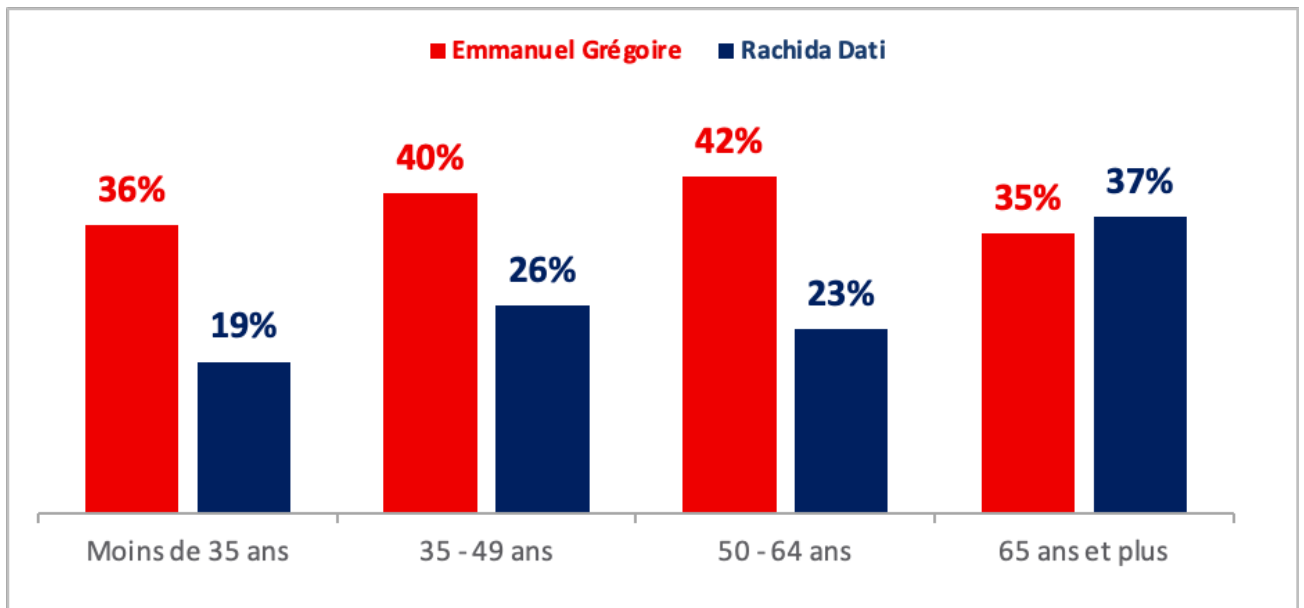
Un quart de siècle après la victoire historique de Bertrand Delanoë en 2001, la majorité sortante de gauche devait conjurer le spectre de l'usure du pouvoir. La situation était d'autant plus délicate que, au terme de deux mandats d'Anne Hidalgo qui ne se représentait pas, deux candidats, Rémi Féraud, dauphin de la maire sortante, et Emmanuel Grégoire, son ancien premier adjoint, s'affrontaient pour la succession. En juin 2025, l'élection interne pour désigner le candidat du Parti socialiste (PS) à l'élection municipale, illustra les divisions parcourant la fédération et les militants socialistes parisiens. Avec 52,6% des voix, Emmanuel Grégoire s'imposa d'une courte tête face à Rémi Féraud (44,3%)¹. Ne disposant pas du soutien d'Anne Hidalgo, qui ne souhaita pas s'impliquer dans sa campagne, et à la tête d'un parti divisé, Emmanuel Grégoire entreprit, dans un premier temps, de rassembler ses troupes, puis les autres forces de gauche hors La France insoumise (LFI). La perspective du retour d'une droite incarnée par Rachida Dati, personnalité très clivante, à la

mairie de Paris l'aïda grandement à convaincre communistes et écologistes de faire liste commune au premier tour. L'écologiste David Belliard, qui avait réalisé 10,8% des voix lors du premier tour des municipales en 2020 à la tête d'une liste autonome, accepta le principe d'une liste d'union de la gauche dès le premier tour², ce principe étant largement approuvé les adhérents écologistes et communistes en décembre 2025.

Ce vaste rassemblement de la gauche non insoumise a permis à Emmanuel Grégoire de s'imposer largement au premier tour avec un score de 38%, reléguant Rachida Dati près de 13 points derrière. Ce score d'Emmanuel Grégoire est très proche du résultat cumulé des listes Hidalgo et écologiste au premier tour en 2020 : 40,1%³. Et si, comme on le verra, les Insoumis ont doublé leur score par rapport à 2020, les voix qui ont été perdues à gauche par la majorité municipale sortante ont été compensées par des gains au centre (Pierre-Yves Bournazel étant en net retrait par rapport aux résultats des macronistes en 2020). Ces réalignements politiques ont eu leur traduction sur le plan de la sociologie électorale. Parmi les cadres et les professions intellectuelles, nombreux à Paris et un temps principaux soutiens d'Emmanuel Macron, Emmanuel Grégoire rassemble 44% des voix au premier tour, soit un score quasiment deux fois plus élevé que Rachida Dati (24%). La domination est plus écrasante encore parmi les classes moyennes : 54% auprès des professions intermédiaires contre seulement 16% pour son adversaire de droite. Parmi les catégories populaires en revanche, le rapport de force était très partagé : 25% pour chacune des deux principales listes, Emmanuel Grégoire souffrant ici de la concurrence de la liste de Sophia Chikirou qui rallia 23% des voix des employés et ouvriers parisiens.

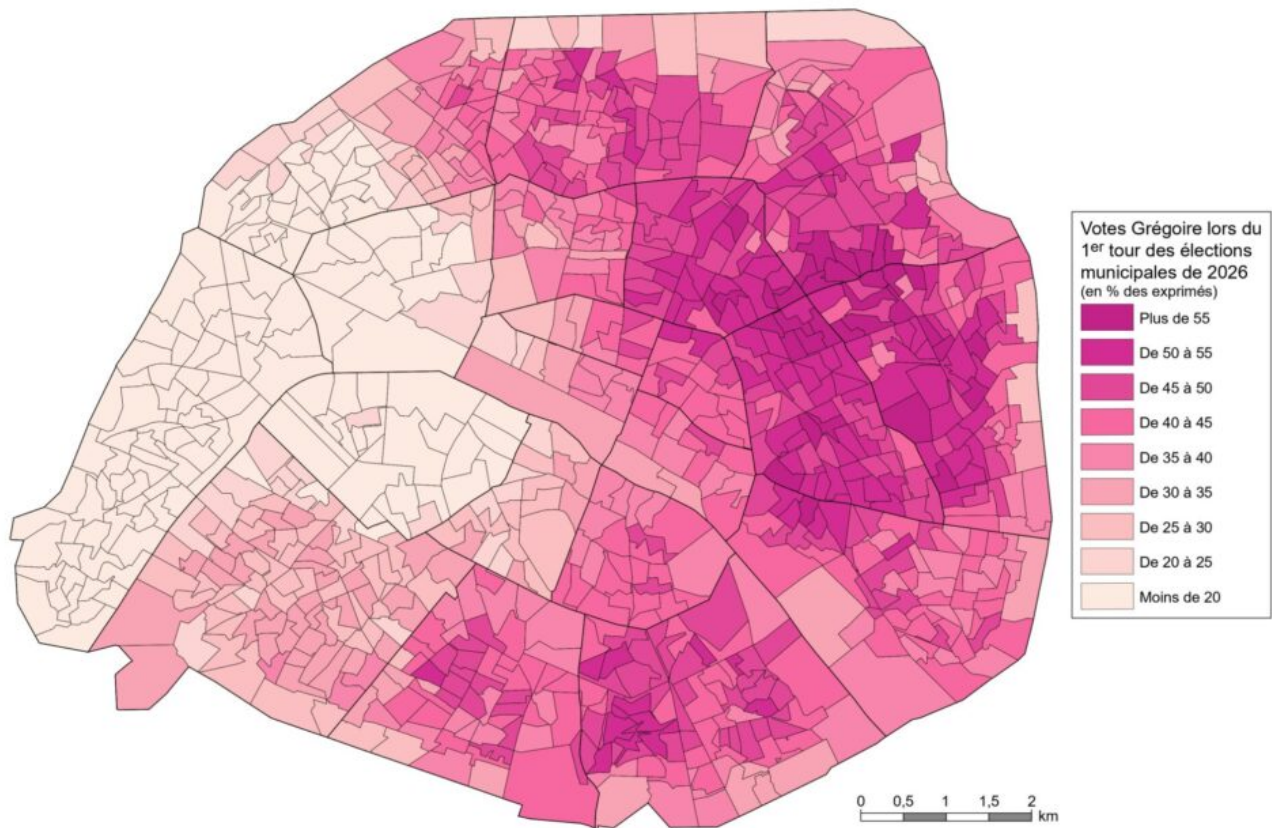
Si le candidat socialiste s'est donc largement imposé sur sa principale adversaire dans la plupart des catégories socio-professionnelles, il en a été de même en ce qui concerne les tranches d'âge. Comme le montre le graphique ci-dessous, en-deçà de 65 ans, le différentiel est très important, puisqu'il oscille entre 14 et 19 points selon les âges. Et parmi les 65 ans et plus, pourtant clientèle traditionnelle de la droite, Emmanuel Grégoire parvient quasiment à faire jeu égal avec Rachida Dati.

Le vote au premier tour en fonction de l'âge⁴



Sur le plan géographique, le nord-est de la capitale a massivement soutenu le candidat socialiste, qui franchit dès le premier tour le seuil de la majorité absolue dans le X^e (50,6%) et le XI^e (51,5%) et s'en approche ou le tangente dans le XVIII^e (44%), le XIX^e (45,8%) et le XX^e arrondissements (49,3%). Les arrondissements du sud-est parisien, conquis seulement en 2001 par la gauche, sont désormais très largement acquis : 43,3% dans le XII^e et 45,5% dans le XIII^e. Mais comme on peut le voir sur la carte, les scores demeurent également très conséquents (entre 35 et 40%) sur un vaste espace géographique jouxtant du nord au sud le cœur de la zone de force de la gauche : nord du XVII^e, IX^e, partie est des arrondissements centraux, V^e et XIV^e.

Le score de la liste Grégoire par bureaux de vote au premier tour



Les arrondissements de l'ouest parisien demeurent en revanche réfractaires à la gauche, avec des scores inférieurs à 20% dans les VII^e, VIII^e et XVI^e et à 30% dans le VI^e et le XV^e arrondissements. Fin connaisseur de la réalité électorale parisienne, Emmanuel Grégoire a fait la part du feu en concentrant l'essentiel de sa campagne sur les quartiers qui lui étaient potentiellement les plus favorables et en investissant très peu sur l'ouest parisien. C'est à La Bellevilloise, salle emblématique de la gauche parisienne, située dans le XX^e arrondissement, qu'il tint le 14 janvier 2026 son grand meeting de lancement de campagne, avant de présenter son programme à la porte de la Chapelle dans le XVIII^e arrondissement le 5 février. Puis, pour protester contre l'absence d'un débat télévisé avec les autres candidats, il organisa le 22 février un débat citoyen, place Stalingrad, aux confins des X^e et XIX^e arrondissements. Les réunions publiques et les déplacements sur le terrain⁵ firent eux aussi la part belle à la moitié est de la ville, comme le montre la carte ci-dessous. Et c'est aussi dans ces quartiers que furent organisés les deux meetings d'avant vote : au Cirque d'hiver dans le XI^e, avant le premier tour, et au Belvédère de Belleville, dans le XX^e, avant le second tour.

La campagne d'Emmanuel Grégoire centrée sur ses bastions de l'est parisien

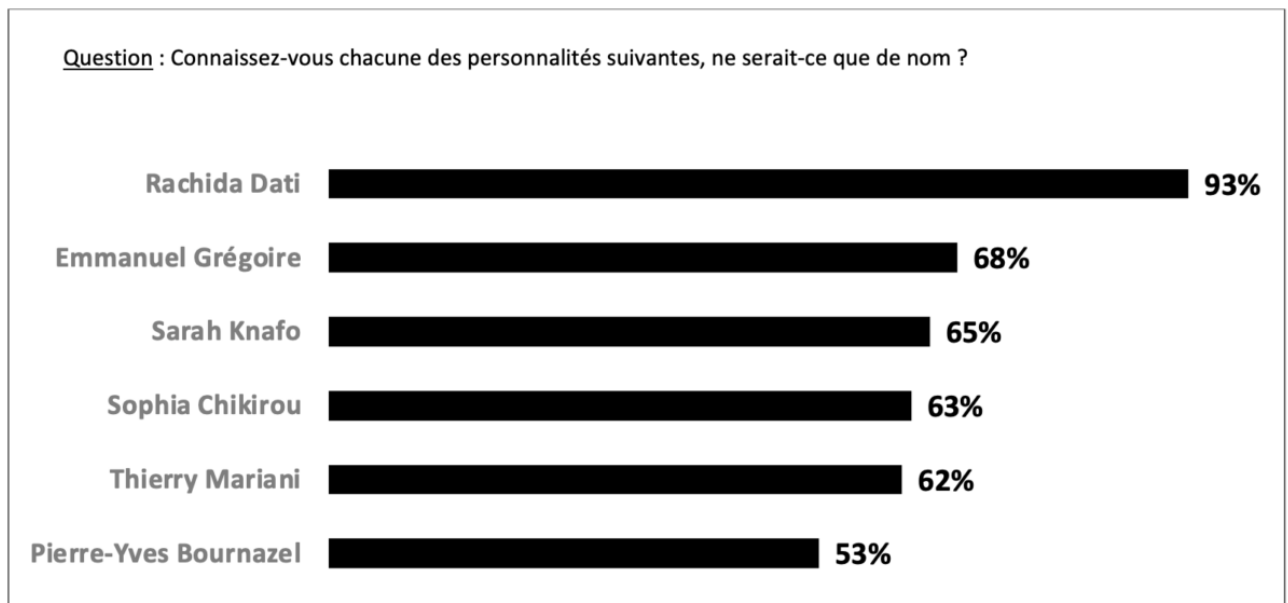


Ce soir-là, après le second tour, son trajet en vélo, dont les images resteront comme l'un des moments marquants de la soirée électorale au plan national⁶, pour rallier la rotonde de la place Stalingrad à l'Hôtel de ville, suivra également un parcours s'inscrivant dans le cœur des quartiers de gauche de la capitale : quai de Valmy, le long du canal Saint-Martin dans le X^e, boulevard Richard-Lenoir, puis la Bastille dans le XI^e.

La contreperformance de Rachida Dati

Opposante résolue et pugnace d'Anne Hidalgo durant toute la mandature et pourfendeuse du bilan de l'équipe municipale sortante, Rachida Dati comptait capitaliser sur l'envie d'alternance à Paris. À quatre mois du premier tour, 54% des Parisiens considéraient ainsi le bilan d'Anne Hidalgo comme mauvais ou médiocre⁷. La candidate de droite pouvait également s'appuyer sur une notoriété bien plus forte que celle de ses concurrents et adversaires, comme l'illustrent les chiffres ci-dessous⁸.

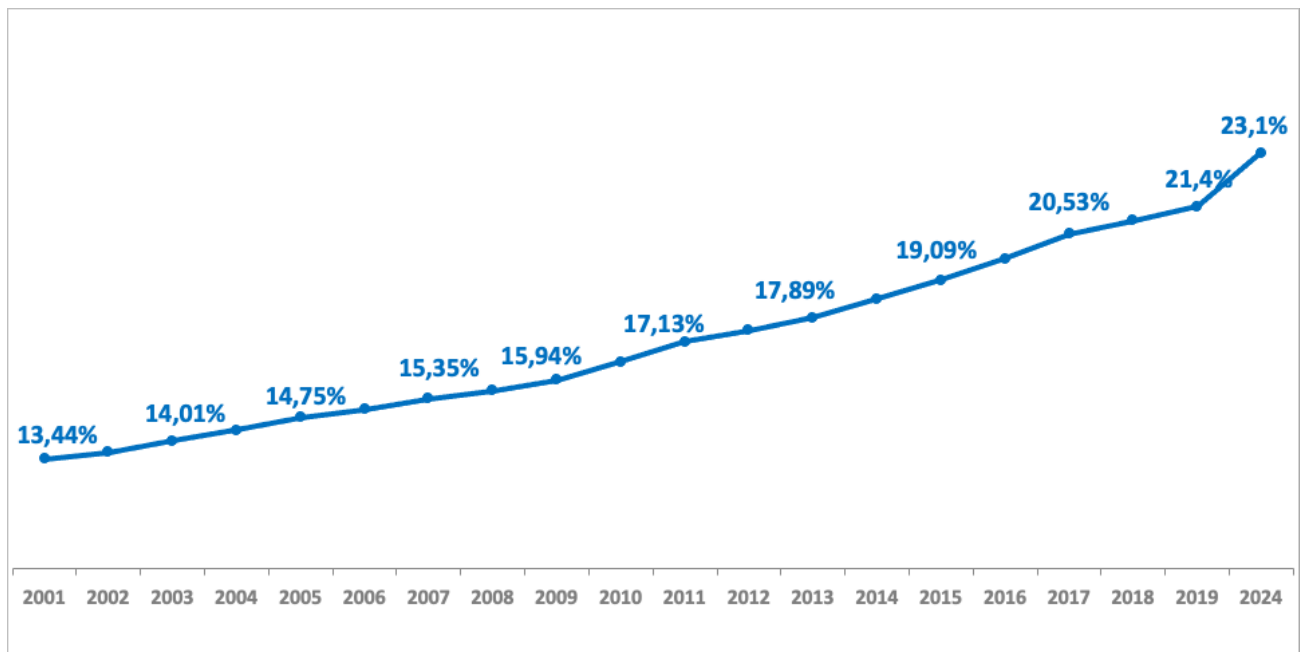
Janvier 2026 : taux de notoriété des différents candidats aux municipales à Paris



Toutefois, avec seulement 25,5% des voix au premier tour, Rachida Dati ne progressait qu'à peine par rapport à son score de 2020 (22,7%), alors qu'elle disposait pourtant cette année du soutien de toute une partie de la macronie, ce qui n'était pas le cas en 2020. Comme on l'a vu, elle a été très nettement surclassée par Emmanuel Grégoire dans quasiment toutes les tranches d'âge et n'est seulement parvenue à le devancer d'un cheveu que parmi les 65 ans et plus.

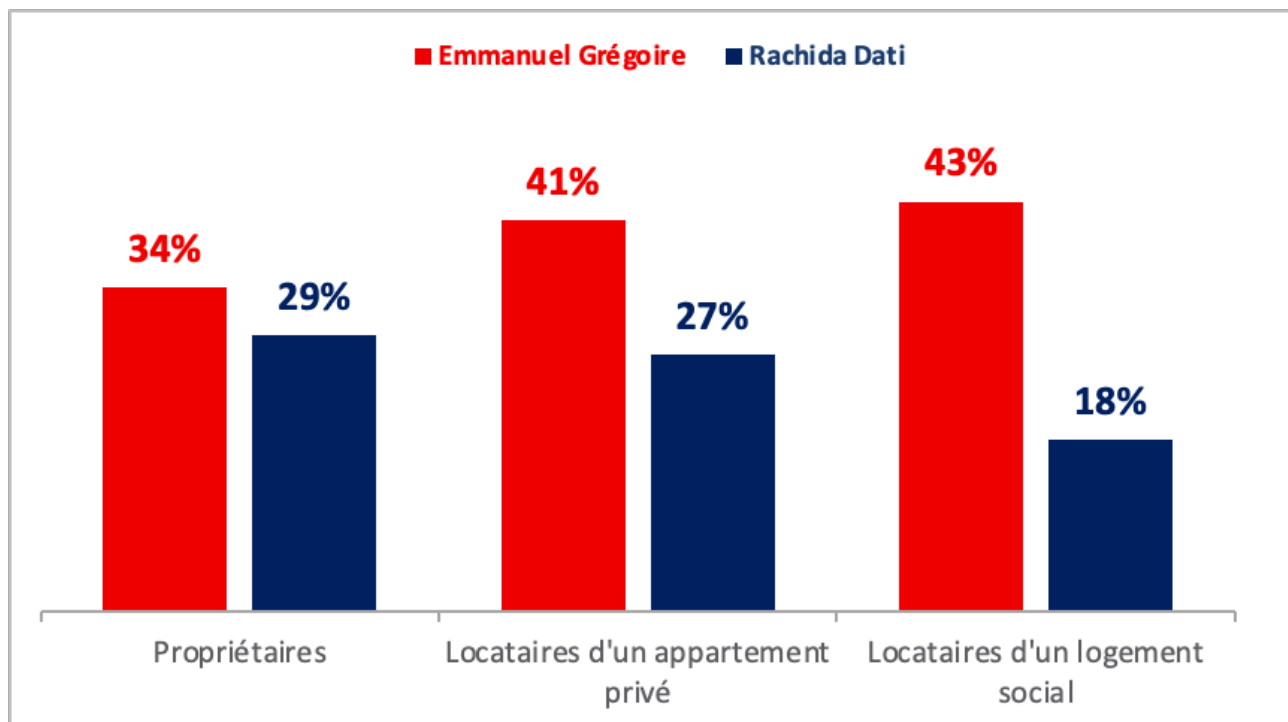
De la même façon, elle a été largement distancée parmi les locataires du parc privé (27% contre 41% pour Emmanuel Grégoire) et plus encore parmi les bénéficiaires d'un logement social avec seulement 18% des voix dans cette population contre 43% pour Emmanuel Grégoire. Sous Jacques Chirac, puis sous Jean Tibéri, la droite s'était parfaitement accommodée d'un taux de logements sociaux particulièrement faible dans la capitale : 13,4% en 2001. Mais depuis l'élection de Bertrand Delanoë, la gauche parisienne a fait de l'augmentation du nombre de logements sociaux l'une de ses priorités et, du fait de ces efforts constants et coûteux (le prix du foncier étant particulièrement élevé dans la capitale), la proportion de logements sociaux parmi les résidences principales a atteint 23,1% en 2024.

2001-2024 : L'évolution de la proportion de logements sociaux à Paris⁸



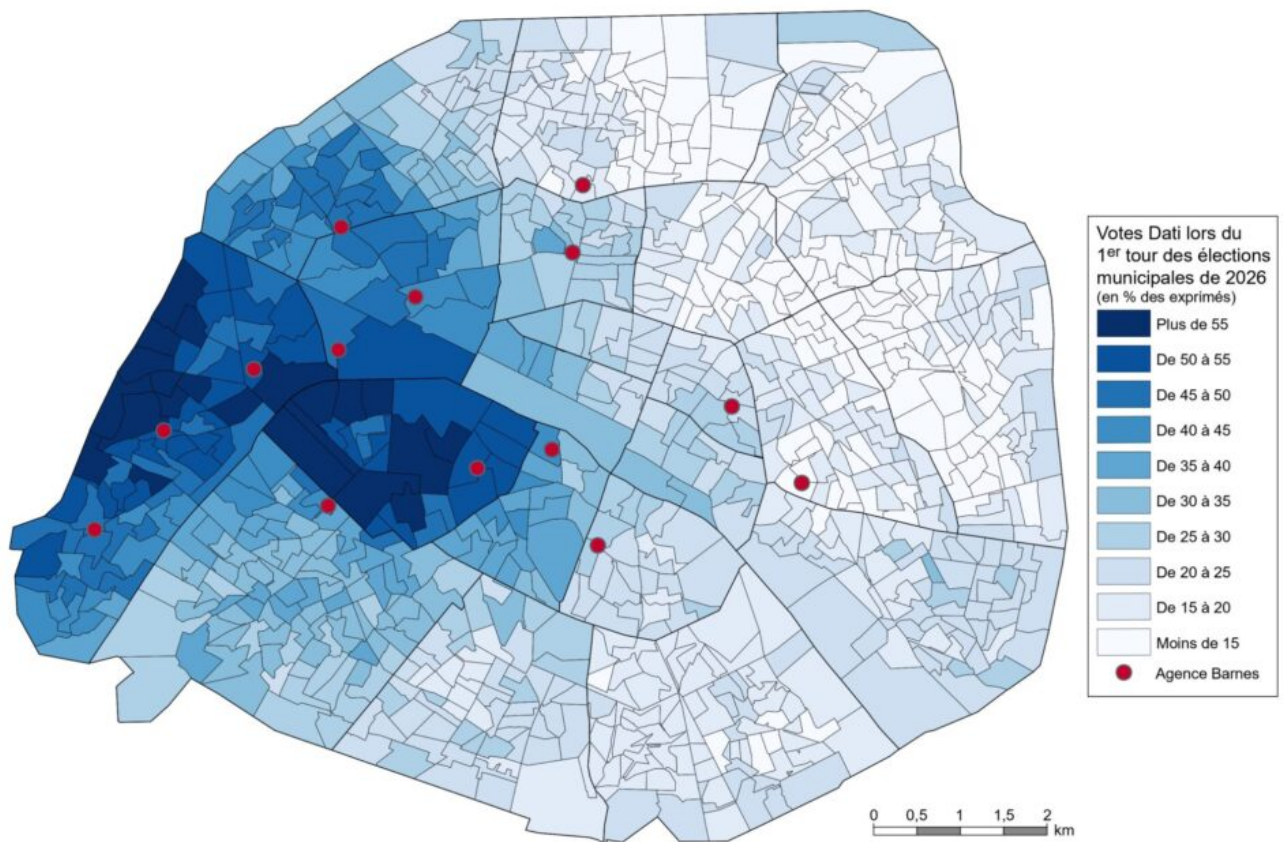
Ce taux est toujours inférieur au seuil de 25% fixé par la loi SRU, mais, au regard des chiffres sur les votes des locataires HLM présentés précédemment, ce développement très progressif du nombre des logements sociaux dans la capitale n'est pas sans effets électoraux. Il participe silencieusement, avec d'autres phénomènes, à conforter l'assise de la gauche et à éroder celle de la droite. Toutefois, cette augmentation modérée du poids du logement social à Paris ne saurait, à lui seul, expliquer l'échec de Rachida Dati, car, comme le montre le graphique suivant, même parmi la population des propriétaires, elle finit derrière Emmanuel Grégoire et est très nettement distancée parmi les locataires du parc privé.

Le vote au premier tour en fonction du statut d'occupation du logement¹⁰



À ce rétrécissement de l'audience de la droite parisienne à une partie des propriétaires et des personnes âgées, répond une concentration de ses votes dans les arrondissements huppés de l'ouest et du centre de la capitale. Il est ainsi assez frappant de constater que la carte des zones de force du vote Dati se superpose à la géographie de l'implantation des agences immobilières Barnes.

Le score de la liste Dati par bureaux de vote au premier tour



Or ce qu'on a appelé « l'indicateur Barnes¹¹ », à savoir la présence d'une agence de ce prestigieux réseau dans un quartier donné, constitue *de facto* un indice des plus fiables quant à la présence dans ce lieu de biens immobiliers d'exception, mais également de leurs propriétaires¹². Selon cet indicateur Barnes, et comme le montre la carte ci-dessus, l'accumulation patrimoniale atteint des proportions inégalées dans les arrondissements de l'ouest et du centre de la capitale. Pas moins de 14 agences sont ainsi implantées, avec un maillage très serré dans les XVI^e, VII^e, XVII^e, VI^e, nord du XV^e (Champ-de-Mars), VI^e et V^e arrondissements, soit précisément les quartiers où le vote Dati a été le plus puissant. À partir de ces quartiers historiquement prestigieux et valorisés, les implantations de Barnes ont accompagné le front de gentrification et la montée des prix de l'immobilier dans des quartiers situés en périphérie de ce périmètre. Des agences officient ainsi dans le quartier de la rue des Martyrs dans le IX^e arrondissement, à Montmartre dans le XVIII^e, dans le Marais (III^e) et dans le quartier Panthéon-Sorbonne (V^e). Dans tous ces endroits, le vote Dati est également élevé, sans pour autant atteindre les niveaux observés dans les quartiers de l'ouest parisien. La pointe avancée du maillage Barnes est constituée par une agence couvrant le secteur de Bastille et du bas de la rue de Charonne dans le XI^e arrondissement, secteur où la gentrification va bon train, mais sans doute situé déjà trop à l'est pour que le vote Dati s'y développe.

Un prix du mètre carré élevé ne constitue donc pas un paramètre générant automatiquement et à

lui seul un vote Dati élevé. Ainsi, dans ce secteur de la Bastille dans le XI^e arrondissement, le mètre carré à l'achat atteint 12 000 euros en moyenne, contre 11 000 euros dans le XVI^e arrondissement¹³, où le vote Dati est pourtant nettement plus élevé. Mais les populations les plus aisées ne sont pas totalement homogènes idéologiquement et certaines de leurs composantes sont plus progressistes quand d'autres sont nettement plus conservatrices ou traditionnelles. Il en va ainsi notamment de la noblesse, assez présente et influente dans certains quartiers parisiens.

Marqué par les troubles de la Fronde, Louis XIV développa au cours de son long règne ce qu'on appellera la société de cour, pour fixer la noblesse à Paris, puis à Versailles et ainsi mieux la contrôler et assoir l'autorité royale. Désireuses d'« être en cour » ou attirées par les fastes royaux, de nombreuses familles de l'aristocratie quittèrent leurs terres et leurs fiefs de province, dont elles tiraient historiquement leur fortune et leur prestige, pour venir s'établir à Paris et être ainsi au plus près du pouvoir et au contact de leurs pairs. Plus de cinq siècles après le règne du Roi-Soleil et plus de deux cent trente ans après la Révolution, le phénomène de concentration des particules à Paris est toujours d'actualité. Alors que la noblesse représenterait aujourd'hui environ 100 000 personnes et 3000 familles, soit 0,2% de la population française¹⁴, cette proportion est pratiquement dix fois plus importante à Paris puisqu'elle atteint 1,8%¹⁵. Et comme le montre la carte suivante, la géographie de la concentration des particules a résisté à l'usure du temps, les familles de l'aristocratie française continuant de génération en génération à habiter dans certains quartiers parisiens.

Les quartiers de noblesse à Paris



Les quartiers de prédilection des familles issues de la noblesse sont situés pour l'essentiel dans les VII^e, XVI^e et VIII^e arrondissements, où elles peuvent représenter plus de 5% de la population, voire parfois entre 9% et 12% comme dans les quartiers de l'église Sainte-Clotilde, de la rue du Bac ou de Bellechasse dans le VII^e arrondissement, ou autour du collège Janson-de-Sailly dans le XVI^e arrondissement par exemple. Ainsi, le cœur des bastions « datistes » du centre et de l'ouest parisien ne se caractérise pas uniquement par un prix du mètre carré élevé, mais aussi par une présence significative de la noblesse. Même si les membres de ce milieu ne représentent jamais plus de 12% de la population d'un quartier, leur ancrage historique dans ces lieux et leur présence active dans différents cercles de sociabilité (parents d'élèves, paroisses, rallyes, associations...) influent sur le climat d'opinion local et, partant, sur l'orientation idéologique et le vote.

Le vote LFI : un cordon rouge autour de la capitale

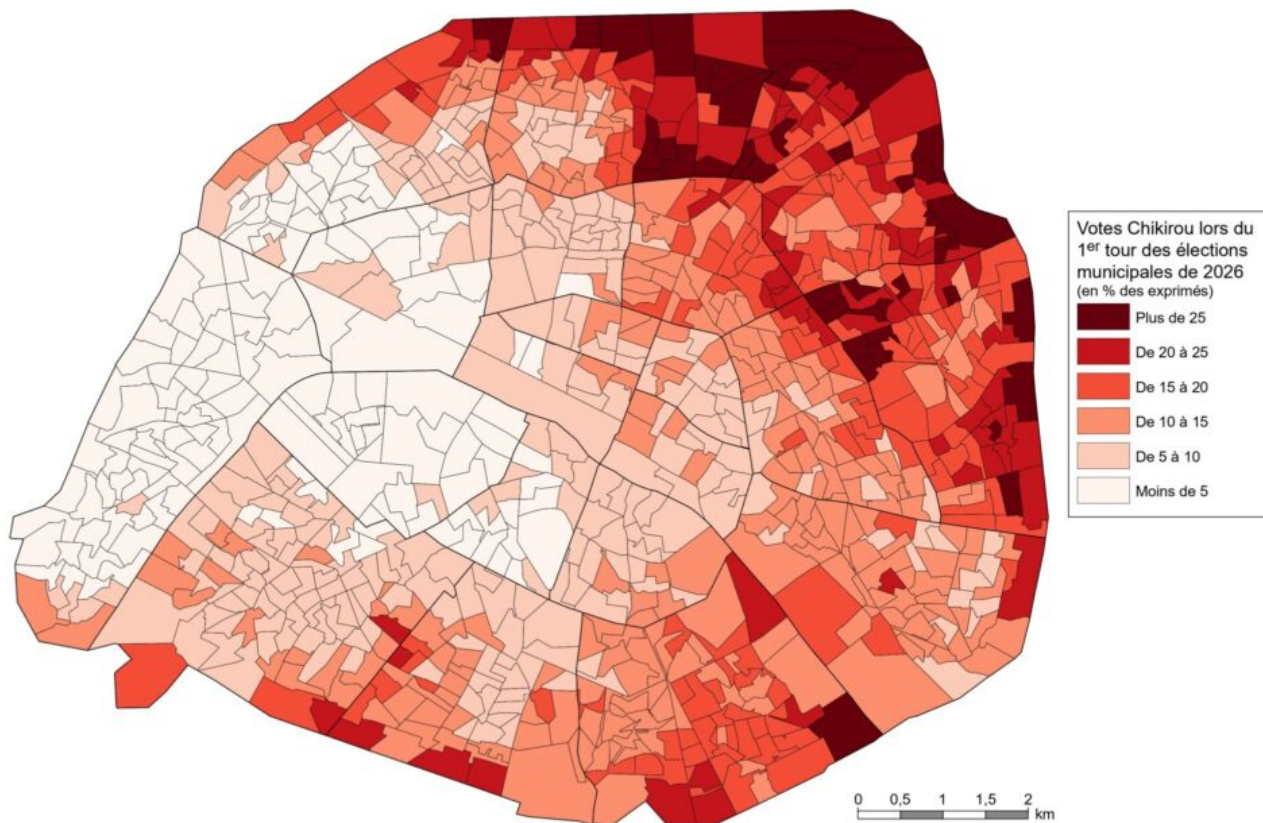
À l'autre extrémité du spectre sociologique et politique parisien, la liste LFI a rencontré un certain écho. Avec un score de 11,7% des voix, Sofia Chikirou est arrivée troisième au premier tour en dépassant de justesse la liste Bournazel (11,3%). Symboliquement, cette troisième place était satisfaisante, mais le score obtenu la plaçait loin d'Emmanuel Grégoire (38%) et l'empêchait de peser significativement à gauche. Ce résultat en demi-teinte et nettement en retrait par rapport à celui de la liste LFI aux élections européennes de 2024 (16,8% dans la capitale) s'explique notamment par un réflexe de vote utile dès le premier tour d'une partie de son électorat. D'après les données de l'Ifop, 25% des électeurs LFI des élections européennes votèrent ainsi dès le premier tour pour la liste d'union de la gauche d'Emmanuel Grégoire.

Si, dans un contexte de forte mobilisation de l'électorat de gauche pour faire barrage à Rachida Dati, Sofia Chikirou n'est donc parvenue à rassembler qu'une partie de ses électeurs potentiels, la sociologie de son électorat demeurerait typée. Elle obtient ainsi ses meilleurs résultats dans les classes d'âge les plus jeunes (18% parmi les moins de 35 ans et 17% auprès des 35-49 ans), quand son audience restait très faible parmi les 50 ans et plus (5% seulement). De la même façon, l'assise était restreinte parmi les CSP+ (9%) et mitigée auprès des professions intermédiaires (14%), mais nettement plus conséquente chez les employés et ouvriers (23%).

Mais comme le montre la carte suivante, la géographie du vote Chikirou est encore plus clivée que ne le laissaient entrevoir les données du sondage par tranches d'âge et professions. Dans les bastions de droite de l'ouest de la capitale, le score de LFI est marginal et cantonné dans la plupart des bureaux de vote des XVI^e, VIII^e, VII^e et VI^e arrondissements à moins de 5%. Dans ces arrondissements, la sociologie et l'idéologie se combinent et débouchent sur un rejet massif de

LFI. Le rejet est également puissant dans les arrondissements du centre de la capitale et dans la majeure partie du XV^e (avec des scores de 5 à 10% par bureau de vote).

Le vote Sophia Chikirou au premier tour



L'ambiance est, en revanche, tout autre dans l'est de Paris, où les scores atteignent ou dépassent le seuil de 15%. Dans les bureaux de vote les plus populaires, situés entre le périphérique et les Maréchaux, LFI obtient ses meilleurs résultats : porte de Saint-Ouen dans le XVII^e, portes de Clignancourt et de La Chapelle dans le XVIII^e, boulevard MacDonald et quartier de l'hôpital Robert-Debré dans le XIX^e, portes de Bagnole et de Montreuil dans le XX^e ou bien encore la porte de la Gare dans le XIII^e arrondissement et les portes d'Orléans et de Vanves dans le XIV^e. Les scores de LFI sont également très élevés quand on quitte les Maréchaux et qu'on pénètre dans les quartiers très populaires à forte présence de populations issues de l'immigration : Barbès et la Goutte-d'Or dans le XVIII^e, Belleville dans le XX^e.

En région parisienne, le Parti communiste français (PCF) dominait jadis ce qu'on appelait la ceinture rouge, vaste territoire composé de toutes les communes industrielles et ouvrières qui entouraient Paris. À une autre échelle géographique et dans Paris *intramuros* désormais, la carte fait apparaître non plus une ceinture rouge, mais un cordon rouge qui suit quasiment tout le tracé

du périphérique, à l'exception du tronçon longeant le XVI^e arrondissement. Dans ces résidences HLM datant des années 1970-1980 ou les anciennes HBM¹⁶, les salariés modestes du secteur des services et les petits fonctionnaires, soit les travailleurs invisibles mais néanmoins indispensables au bon fonctionnement de la vie de la capitale, ainsi que des retraités pauvres et des bénéficiaires des minimas sociaux constituent la base sociologique de l'électorat LFI, comme les métallos de Saint-Denis, de Gennevilliers ou d'Ivry composaient le cœur de l'électorat communiste de la banlieue rouge jusqu'au début des années 1980.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Pierre-Yves Bournazel, victime du vote utile et de la polarisation de la campagne entre Grégoire et Dati

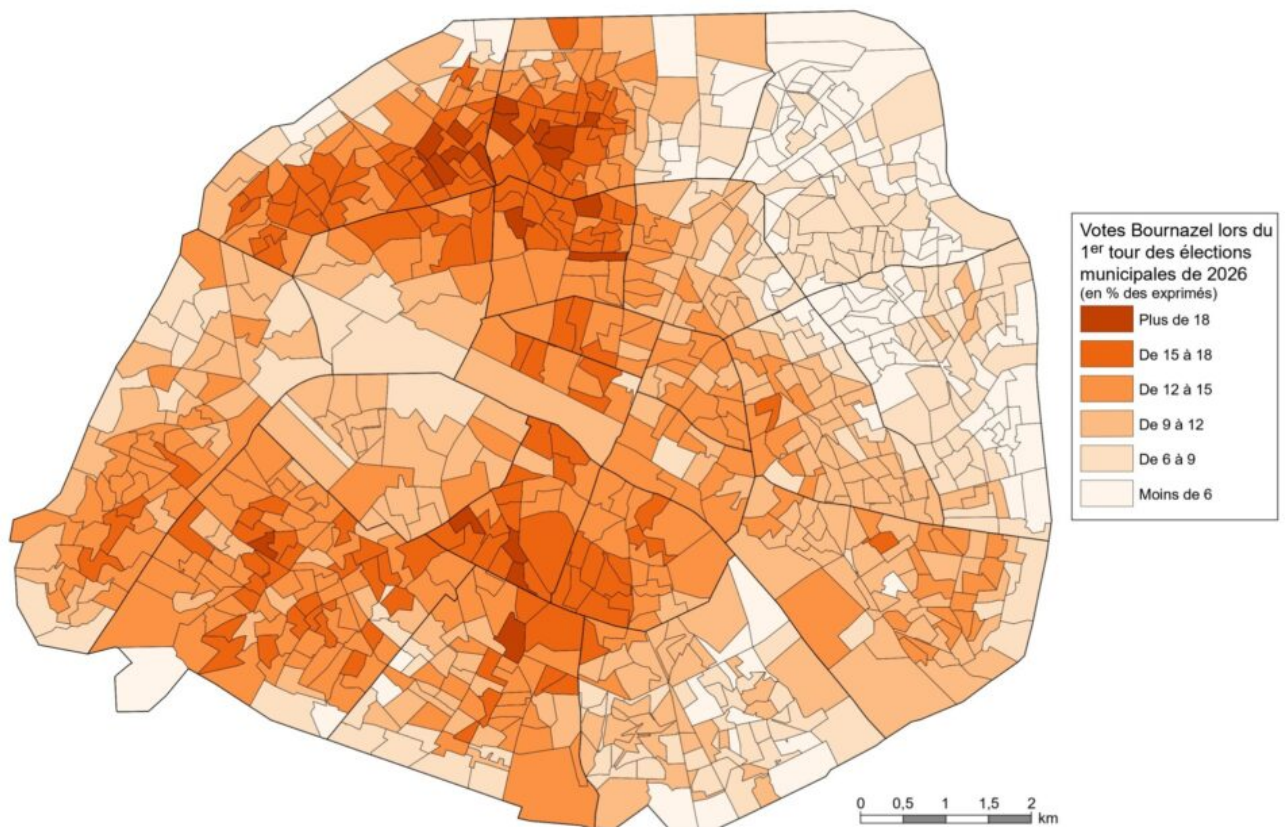
Élu local parisien, Pierre-Yves Bournazel entendait incarner une alternative à la gauche d'Emmanuel Grégoire et à la droite de Rachida Dati. Membre du parti Horizons, il pouvait compter sur le soutien de certaines figures nationales du bloc central, comme Édouard Philippe et Gabriel Attal, bien que des représentants parisiens de la macronie (Sylvain Maillard pour Renaissance et Maud Gatel pour le MoDem) se soient rangés derrière Rachida Dati.

Au soir du premier tour, avec un score de 11,3%, le centriste n'est parvenu qu'à se classer quatrième, et il n'a pas été en mesure de déstabiliser l'hégémonie du duopole Grégoire-Dati, solidement installé dans le paysage électoral parisien. Le résultat de Pierre-Yves Bournazel, qui se revendiquait du bloc central, s'inscrit par ailleurs en net retrait par rapport au score obtenu lors des municipales de 2020 par les listes macronistes : 18% pour Agnès Buzyn et 7,1% pour le dissident Cédric Villani. Cette division par deux du score (11,3% cette année *versus* 25% en 2020) renseigne à la fois sur l'éparpillement des voix macronistes parisiennes entre la liste Dati et la liste Bournazel¹⁷, mais aussi sur la perte d'audience de ce courant idéologique dans la capitale.

Comme une allégorie géographique de son positionnement politique, alors que la droite domine traditionnellement l'ouest parisien et la gauche l'est, Pierre-Yves Bournazel recueille ses meilleurs scores dans un espace central courant au nord de Montmartre dans le XVIII^e arrondissement (dont il

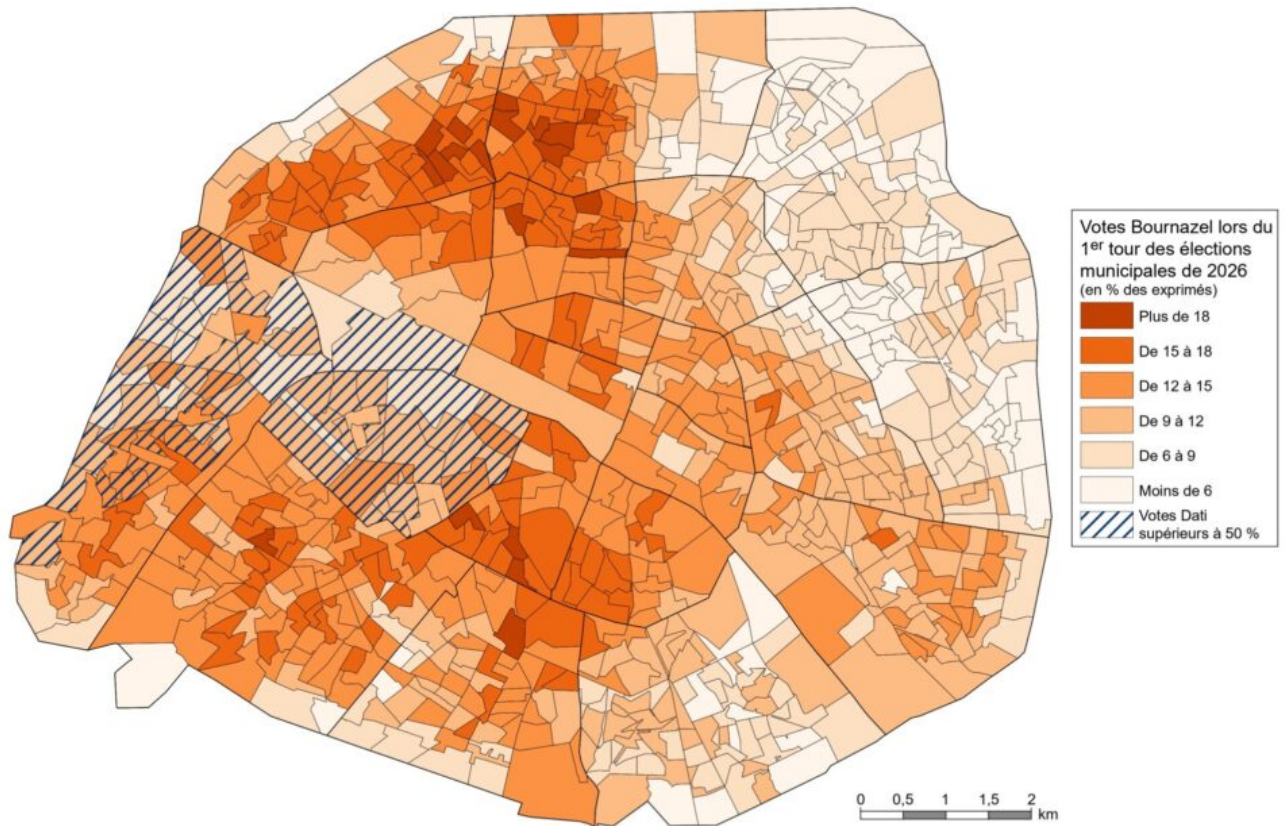
est élu) et des Épinettes et des Batignolles dans le XVII^e au sud (quartier Raspail dans le XIV^e) en passant par les quartiers de la rue Blanche et de la rue des Martyrs dans le IX^e, Notre-Dame des Champs et Odéon dans le VI^e et celui du Val-de-Grâce dans le V^e. Comme le montre la carte, l'audience de la liste Bournazel est également significative dans le sud du XVI^e arrondissement, dans le XV^e, le I^{er}, le II^e et une partie du XIV^e et du XII^e.

Le vote Pierre-Yves Bournazel au premier tour



La quasi-totalité de ces quartiers se situent en périphérie du cœur de l'espace datiste (bureaux de vote où la candidate a atteint ou dépassé le seuil de 50%). Tout se passe comme si, quand on sortait de ces quartiers à l'unanimité conservateur très marqué, on pénétrait dans des quartiers sociologiquement également privilégiés, mais aux options moins conservatrices, dont une part significative des électeurs s'est reconnue dans le positionnement modéré de Pierre-Yves Bournazel. Au regard de cette carte, il apparaît certes assez naturel que les deux listes, aux électorats sociologiquement assez voisins, aient fusionné au second tour, mais cette carte illustre symétriquement la difficulté qu'a eue Rachida Dati à sortir de son fief du VII^e arrondissement, du VIII^e et du nord du XVI^e arrondissement, ce qui l'a handicapée au premier tour et lui a coûté très cher au second tour.





La complémentarité géographique des électorats Dati et Bournazel



Sarah Knafo préempte l'espace droitier dans la capitale

Avec 8,2% de voix, Éric Zemmour s'était hissé à la troisième place à Paris lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Tentant de capitaliser sur ce socle électoral non négligeable, sa compagne, Sarah Knafo, s'est lancée à son tour aux municipales à Paris. Pour pallier son déficit de notoriété initiale et son manque d'implantation sur la scène municipale parisienne, la candidate de Reconquête ! a investi puissamment les réseaux sociaux. Et comme le montre le tableau suivant, la présence et l'activité numériques de Sarah Knafo furent sans commune mesure avec celles des autres candidats.

Le nombre de followers des candidats à Paris sur les différents réseaux sociaux (au 12 mars 2026)

	S. Knafo	R. Dati	E. Grégoire	S. Chikirou	P.Y. Bournazel
 Instagram	514 000	215 000	29 000	17 000	11 000
 X	223 200	240 100	65 400	31 700	36 600
 TikTok	246 000	114 000	3 000	4 000	2 000
 Facebook	479 000	120 000	10 000	13 000	13 000



Grâce à cet activisme numérique, empruntant notamment aux codes et au style de la campagne de Zohran Mamdani à New York, Sarah Knafo a su se faire une place dans la courte campagne des municipales à Paris¹⁸. Elle a également bénéficié de la campagne totalement atone de Thierry Mariani, tête de liste de liste Rassemblement national (RN), et du très faible ancrage de ce parti dans la capitale (la liste RN n’obtiendra que 1,6% des suffrages au premier tour) pour se créer un espace politique à la droite de la droite. Surfant à la fois sur l’absence du RN et sur le rejet qu’inspirait Rachida Dati à une partie de l’électorat de droite parisien, Sarah Knafo a voulu camper une alternative droitrière à la municipalité de gauche. Avec 10,4% des voix au soir du premier tour, elle n’a certes pas bouleversé la donne, comme l’espéraient certains de ses soutiens, mais elle s’est installée dans le paysage parisien et médiatique et a pris date pour la suite.

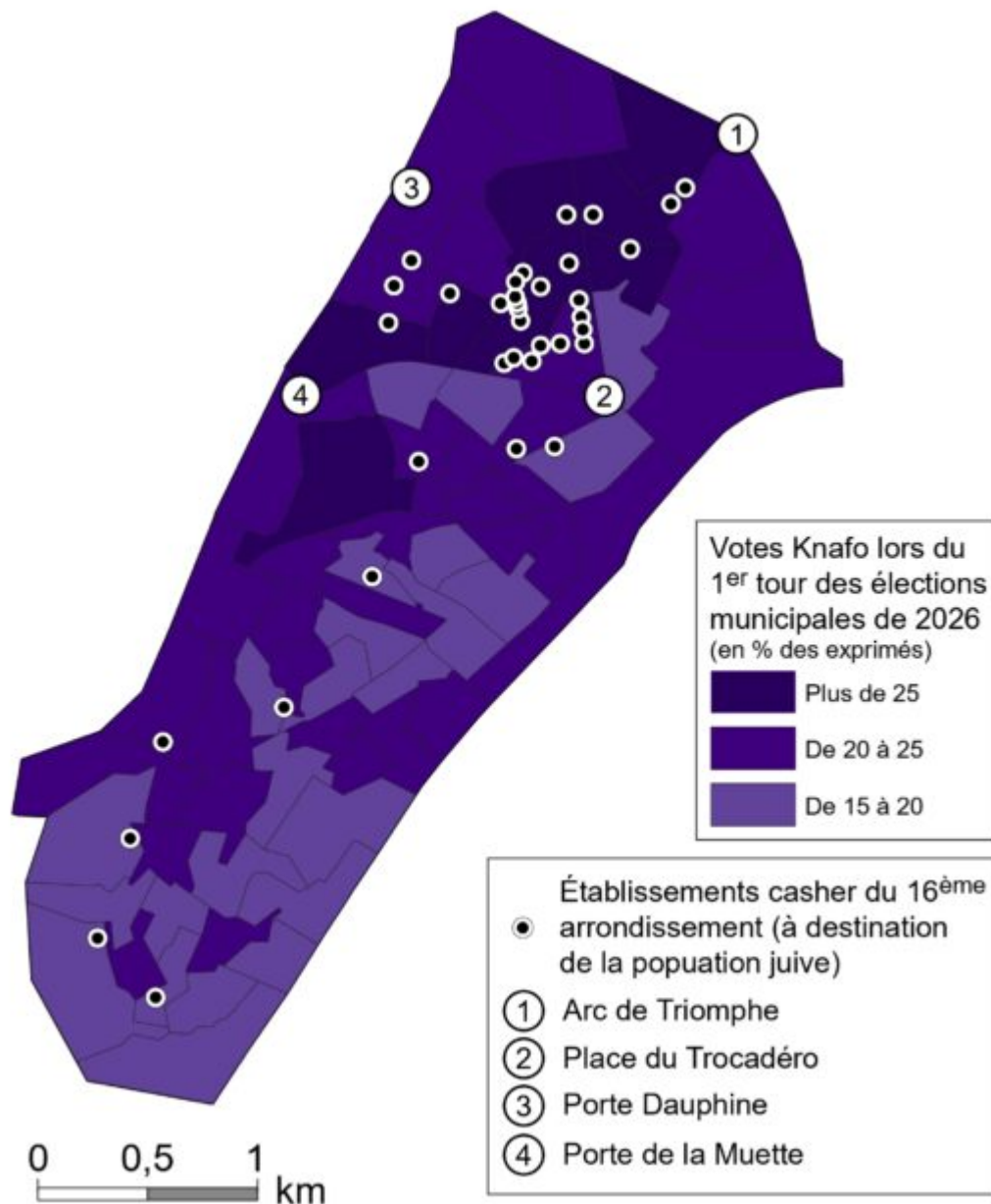
La distribution géographique de ses votes confirme sans surprise son positionnement droitier. Elle réalise en effet ses meilleurs résultats dans les arrondissements de l’ouest parisien, où Rachida Dati surperforme également : XVI^e, moitié sud du XVII^e, VIII^e, VII^e, VI^e et nord du XV^e. Dans la majeure partie du XVI^e arrondissement, comme dans le quartier du parc Monceau dans le XVII^e ou dans celui des Champs-Élysées dans le VIII^e, Sarah Knafo franchit même la barre des 20%, ce qui traduit une audience dans la population la plus aisée et la plus conservatrice de la capitale.

Le vote Sarah Knafo au premier tour



Mais, à l’instar de ce que l’on avait observé pour Éric Zemmour lors de l’élection présidentielle de 2022, parallèlement à ce déterminant sociologique nourrissant un vote important dans les beaux quartiers, la candidate a manifestement actionné un autre ressort de nature plus communautaire. Dans le XVI^e arrondissement par exemple, on constate en effet un survote en faveur de Sarah Knafo dans les quartiers où la densité de commerces casher est la plus forte et qui se situent dans le quadrilatère Arc de Triomphe/Trocadéro/La Muette/Porte Dauphine, comme le montre la carte ci-dessous.

Le vote Sarah Knafo dans le XVI^e arrondissement



Ce soutien significatif d'une partie de l'électorat de confession ou de culture juives explique également les scores très significatifs de la liste Knafo dans toute une série de bureaux de vote situés à proximité du parc des Buttes-Chaumont et de l'avenue de Flandre dans le XIX^e, arrondissement populaire et dans lequel les candidats de droite sont habituellement à la peine (ce qui fut le cas, par exemple, pour Rachida Dati). On observe également un survote pour la liste Knafo dans le XI^e arrondissement, autour de la station de métro Rue des Boulets ou dans le sud du XII^e arrondissement, où réside également une population juive significative.

Hormis ces points d'appui spécifiques, l'audience de la candidate de Reconquête ! est en général très faible dans tout l'est de la capitale. Quelques bureaux épars le long du périphérique affichent

toutefois un survote en faveur de Sarah Knafo. Dans ces bureaux de vote incluant dans leur périmètre des résidences HLM, la candidate a sans doute capté une partie de l'électorat populaire se portant traditionnellement sur le RN.

Focus sur le meilleur bureau de vote de chacun des candidats : des concentrés sociologiques et politiques

Hormis l'étude détaillée de la répartition des votes pour un candidat dans les différents quartiers, la localisation du bureau de vote lui étant le plus favorable sert de révélateur, puisqu'il présente un concentré chimiquement pur de la sociologie soutenant le candidat.

Pour Sarah Knafo, il s'agit du bureau de vote n°58 dans le XVI^e arrondissement, qui a voté à 28% pour la candidate. Situé au gymnase Montherlant, sur le très prestigieux boulevard Lannes, entre l'ambassade de Russie et l'université de Paris-Dauphine, ce bureau de vote couvre un quartier arboré constitué de résidences de très haut standing et situé symboliquement à l'extrémité ouest de la capitale.

L'épicentre du vote Dati est localisé plus à l'est, dans son arrondissement. Il s'agit du bureau n°11, dont les électeurs votèrent dès le premier tour à 61% pour la candidate de droite. Implanté dans l'école de la rue Eblé, à deux pas de l'avenue de Breteuil, bien connue des adeptes du Monopoly, ce bureau de vote est celui d'un quartier haussmannien très prisé, à deux pas de l'église Saint-François-Xavier et non loin du musée Rodin et des Invalides. Le prix du mètre carré y atteint 13 600 euros, selon le site meilleursagents.com.

Plus à l'est, se trouve le *hotspot* du vote Bournazel, dans le XVIII^e arrondissement dont il est élu. Il s'agit du bureau du n°25, qui accorda un score de 22,9% pour le candidat. Ce bureau de vote, installé dans l'école de la place Constantin-Pecqueur, fait face au célèbre buste de Dalida situé dans le périmètre le plus touristique et le plus prisé résidentiellement de la butte Montmartre, à proximité immédiate de l'avenue Junot.

Selon une logique de gradient ouest-est, le score le plus élevé pour Emmanuel Grégoire fut, quant à lui, enregistré dans le bureau de vote n°12 du XX^e arrondissement, où le candidat socialiste rallia dès le premier tour, 61,9% des voix, niveau témoignant d'une véritable hégémonie idéologique et sociologique. Ce bureau de vote est localisé au 108, rue de Belleville, à équidistance des stations de métro Pyrénées et Jourdain, en plein cœur de ce quartier à la fois bobo et populaire. Selon le site meilleursagents.com, le prix du mètre carré y atteint en moyenne 8600 euros, soit 5000 euros de moins que dans l'épicentre du vote Dati dans le VII^e arrondissement.

La candidate LFI, Sophia Chikirou, atteint quant à elle son maximum (39,1%) dans le bureau de vote n°51, dans le XVIII^e arrondissement. Localisé au 142, rue des Poissonniers, à la frontière nord de l'arrondissement, ce bureau se situe dans un quartier d'immeubles HLM, tout près du boulevard Ney (un des boulevards des Maréchaux) et longeant les voies de chemin de fer desservant la gare du Nord.

Dans certains arrondissements, des effets de fief encore puissants

La réforme de la loi Paris-Lyon-Marseille (PLM), en voulant permettre l'élection au suffrage universel direct des maires de ces communes, a introduit un double scrutin dans ces villes. À Paris, par exemple, les électeurs pénétrant dans leur bureau de vote devaient voter, d'une part, pour leur maire d'arrondissement dans une première urne et, d'autre part, pour le maire de Paris dans une seconde urne.

Bien que l'offre politique soit la plupart du temps similaire pour les deux scrutins¹⁹ et que les deux bulletins aient été déposés à seulement quelques minutes d'intervalle dans les deux urnes, d'importants écarts de scores entre les listes d'arrondissement et les listes municipales ont pourtant été observés dans certains arrondissements. Ces écarts ne résultent pas d'erreurs d'inattention ou du caractère facétieux de certains électeurs, mais traduisent le poids de l'ancrage local et de la notoriété de certains candidats.

Alors qu'en géographie électorale, les logiques de fiefs territoriaux s'observent généralement en milieu rural ou dans des villes petites et moyennes, force est de constater qu'elles existent également à Paris. On aurait pu penser que la centralisation de la vie municipale parisienne (le Conseil de Paris constituant le lieu où se décide l'essentiel de la politique municipale) tout comme la grande mobilité des habitants se déplaçant au quotidien d'un arrondissement à un autre seraient venues à bout d'un esprit de quartier et auraient réduit à peau de chagrin la prime de notabilité dont pouvaient bénéficier les maires d'arrondissement. Or, force est de constater que, dans certains arrondissements, des candidats ont obtenu au scrutin d'arrondissement des scores nettement plus élevés que la liste qu'ils soutenaient pour la mairie centrale. À gauche, c'est le cas, par exemple, d'Ariel Weil, qui a atteint 42,7% dans les quatre arrondissements du centre de Paris, soit près de 10 points de plus que le score (33,1%) de la liste Grégoire, qu'il soutenait, sur le même périmètre géographique. Dans le XIII^e arrondissement, la prime à l'ancrage local au profit du maire Jérôme Coumet est également significative, puisqu'elle atteint 6 points : 51,5% contre 45,5% pour la liste Grégoire. Si certains maires de gauche ont amplifié sur leur nom le score de leur liste au scrutin

d'arrondissement, le phénomène a été plus fréquent et plus marquant encore à droite et au centre, comme le montre le tableau suivant. Dans le V^e arrondissement, Florence Berthout amplifie ainsi son score de plus de 20 points par rapport à celui de la liste Bournazel, qu'elle soutenait. Mêmes bonus substantiels dans les IX^e et XVII^e arrondissements dirigés respectivement par Delphine Bürkli et Geoffroy Boulard, qui dépassent de beaucoup dans leur arrondissement le score de Rachida Dati, leur candidate.

Comparaison des scores de 1^{er} tour entre le vote d'arrondissement et le vote municipal dans certains arrondissements de droite

	Score pour le vote d'arrondissement	Score pour le vote municipal	Écart
Paris V (F. Berthout*)	36%	14,7%	+ 21,3 pts
Paris IX (D. Bürkli)	43,4%	26,6%	+ 16,8 pts
Paris XVII (G. Boulard)	48%	35,4%	+ 12,6 pts
Paris XV (P. Goujon)	41,8%	33,8%	+ 8 pts
Paris VI (J.P. Lecoq)	43,2%	36,5%	+ 6,7 pts
Paris VII (R. Dati)	58,7%	53,9%	+ 4,8 pts

(*) qui soutenait Pierre-Yves Bournazel, tous les autres candidats mentionnés dans ce tableau soutenant Rachida Dati.

Le fait que la prime personnelle soit, d'une manière générale, plus élevée pour les maires de droite que pour ceux de gauche s'explique sans doute par leur statut d'opposant à la mairie centrale. Maires d'arrondissement de droite, ils ont davantage communiqué pour critiquer certaines décisions d'Anne Hidalgo. Ils ont sans doute aussi mis en avant leurs propres réalisations dans leurs arrondissements qu'ils ont transformés en fiefs résistant à la mairie centrale. Ce faisant, ils ont manifestement accru leur notoriété et leur visibilité localement. Cette logique a été poussée à son paroxysme par Rachida Dati dans le VII^e arrondissement. Elle est la maire de droite qui obtient ainsi le meilleur score au scrutin d'arrondissement, l'écart avec son score au scrutin municipal dans son arrondissement étant par ailleurs faible, car le facteur personnel a également précisément joué en

sa faveur au scrutin municipal.

Le VIII^e arrondissement voisin voyait s'affronter deux légitimités à droite, puisque Jeanne d'Hauteserre, maire sortante mais non réinvestie par Rachida Dati, avait présenté une liste de droite dissidente face à la liste de droite « officielle » conduite par Catherine Lecuyer. Dans cette place forte de la droite, la liste datiste (40%) s'imposa largement sur la liste dissidente, qui rallia tout de même 15,8% des suffrages pour le vote d'arrondissement.

À gauche, dans un arrondissement comme le XVIII^e, dans lequel aucun risque de victoire de la droite n'était envisageable, la liste d'Éric Lejoindre (soutenant Emmanuel Grégoire) fut confrontée à la concurrence de plusieurs listes divers gauche captant un nombre de voix substantiel au scrutin d'arrondissement. Cette concurrence explique l'écart significatif entre le score de la liste Lejoindre, maire depuis 2014, au vote d'arrondissement (33,5%) et celui de la liste Grégoire (44%) au scrutin municipal. Même scénario dans le X^e arrondissement avec un fort différentiel de scores entre vote d'arrondissement (42,8%) et vote municipal (50,6%), du fait de la concurrence au scrutin d'arrondissement d'une liste citoyenne menée par Bertil Fort, conseiller municipal d'opposition très impliqué dans la vie associative de l'arrondissement.

Au second tour : vote utile à gauche et mauvais reports à droite

Si Emmanuel Grégoire est arrivé très largement en tête au premier tour, le maintien de la liste de Sophia Chikirou le privait, sur le papier, de réserves de voix pour le second tour, alors que, de son côté, Rachida Dati avait fusionné sa liste avec celle de Pierre-Yves Bournazel et pouvait compter parallèlement sur le report de bon nombre de voix de Sarah Knafo, qui s'était retirée unilatéralement. Toutefois, en dépit de l'absence de réserves de voix évidentes, le candidat de gauche l'a remporté haut la main au second tour avec 50,5% des suffrages contre seulement 41,5% pour son adversaire, dont le résultat s'est révélé éloigné du score cumulé des voix de la droite et du centre au premier tour : 47,2% pour le score cumulé des listes Dati, Bournazel et Knafo.

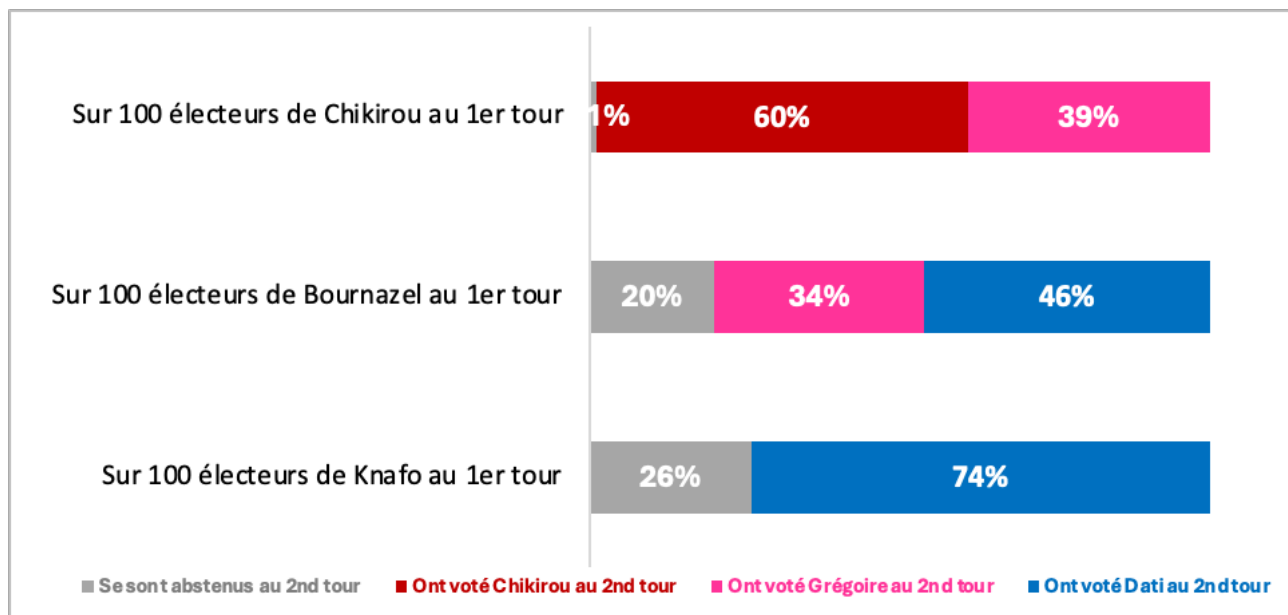
Les données de l'estimation de l'Ifop, réalisée au soir du second tour sur la base des résultats de plusieurs dizaines de bureaux de vote tests à Paris, nous livrent des informations précieuses sur les transferts de voix entre les deux tours et donc sur les phénomènes électoraux qui ont abouti à la nette victoire de la gauche dans la capitale.

À gauche tout d'abord, le vote utile, qu'on avait déjà observé au premier tour, s'est poursuivi et amplifié au second tour. Sophia Chikirou n'a ainsi fidélisé que 60% de ses électeurs du premier tour, quand 39% d'entre eux, soit une proportion très significative, ont voté pour la liste

d'Emmanuel Grégoire au second tour. L'envie de faire barrage à la droite datiste a pesé davantage pour ses électeurs que le souhait de soutenir la formation de gauche dont ils se sentaient pourtant le plus proche.

Cette mobilisation de la gauche parisienne se lit également dans l'évolution de la participation, qui est passée de 58,9% au premier tour à 61,6% au second. Ce regain a en effet davantage bénéficié à la gauche : 7% des abstentionnistes du premier tour sont allés voter pour la liste Grégoire au second tour, contre seulement 4% en faveur de Rachida Dati.

À Paris au second tour : vote utile à gauche et de mauvais reports pour Dati

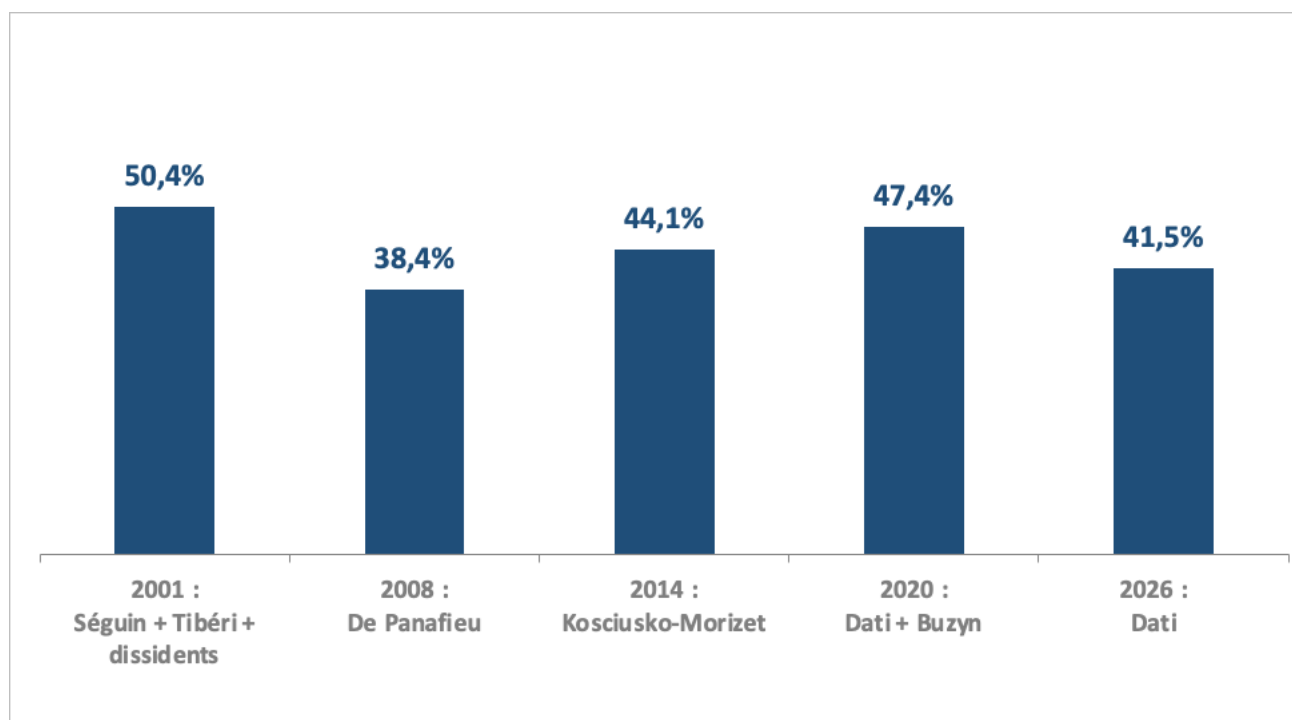


Mais la dynamique Grégoire n'a pas été alimentée que par le vote utile d'une partie des électeurs de LFI et une sur-mobilisation au second tour des abstentionnistes de gauche du premier tour. Comme on peut le voir sur le graphique ci-dessus, des reports très conséquents se sont également opérés en provenance de l'électorat Bournazel. Alors même que ce dernier avait accepté de fusionner sa liste avec celle de Rachida Dati, un tiers de ses électeurs ont préféré voter pour la liste Grégoire. Le fait que Pierre-Yves Bournazel et Clément Beaune, troisième sur la liste au premier tour, aient refusé d'intégrer la liste fusionnée pour le second tour laissait augurer que les reports ne seraient pas optimaux. Mais les pertes en ligne ont été encore plus importantes qu'attendu, car, au tiers des voix Bournazel ayant rallié Grégoire, s'ajoutèrent 20% d'électeurs choisissant le vote blanc ou l'abstention. Au total, Rachida Dati n'a pu compter que sur le report de 46% des voix de la liste Bournazel, avec laquelle elle avait pourtant fusionné... La piètre qualité de ces reports confirme, *a posteriori*, que le rejet de Rachida Dati fut, au premier tour, un ressort important du vote en faveur de la liste Bournazel.

La candidate de droite peut, en revanche, compter sur des reports beaucoup plus massifs de la part des électeurs de Sarah Knafo, qui furent 74% à voter pour Rachida Dati au second tour. Ces électeurs partageaient avec leur tête de liste du premier tour la volonté farouche de faire barrage à la gauche. Mais plus d'un quart d'entre eux (26%) ne purent se résoudre pour autant à glisser à bulletin Dati dans l'urne au second tour, ce manque à gagner contribuant également à creuser le retard de cette dernière sur son adversaire.

Avec 41,5% des voix, Rachida Dati s'inscrit en effet dans la fourchette basse de l'étiage de l'union de la droite et du centre parisiens au second tour tel que mesuré depuis 2001. Seule Françoise de Panafieu en 2008, pénalisée à l'époque par un contexte national défavorable à la droite un an après l'accession au pouvoir de Nicolas Sarkozy, obtint un score inférieur.

2001-2026 : évolution du score de la droite et du centre au second tour des municipales à Paris



Effet de fief et vote utile au second tour : des écarts parfois importants entre vote d'arrondissement et vote municipal

Comme on l'a vu pour le premier tour, du fait de leur fort ancrage local, certains maires avaient bénéficié d'une prime électorale au scrutin d'arrondissement parfois très significative par rapport au score de leur famille politique au scrutin municipal. Au second tour, ce phénomène s'est reproduit de manière spectaculaire dans le IX^e arrondissement. Alors qu'au scrutin municipal, la

liste Grégoire remporte largement l'élection dans cet arrondissement avec 52,9% contre seulement 42,6% pour la liste Dati²⁰, la mairie d'arrondissement est restée à droite. En effet, au scrutin d'arrondissement, le rapport de force est totalement inversé : Delphine Bürkli, maire sortante et soutien dès le premier tour de Rachida Dati, s'impose avec 57,8% des voix sur la liste de gauche (42,2%). Sur son nom et son ancrage local, Delphine Bürkli accroît le score de la droite de plus de 15 points par rapport au score de Rachida Dati. Le même jour, et dans les mêmes bureaux de vote, la liste Bürkli recueillit 15 571 suffrages contre seulement 11 283 pour la liste Dati, près de 4300 électeurs de l'arrondissement ayant donc émis un vote différent aux deux scrutins se tenant ce jour-là.

Un même écart est observable dans le V^e arrondissement, produisant, ici aussi, une spectaculaire inversion du rapport de force entre vote municipal (remporté par la gauche dans cet arrondissement) et vote d'arrondissement, remporté par Florence Berthout, maire Horizons sortante. Au premier tour, cette dernière avait soutenu Pierre-Yves Bournazel puis, du fait de la fusion des listes Bournazel et Dati, a intégré la liste Dati au second tour. Et lors de ce second tour, Florence Berthout obtint 52,7% au scrutin d'arrondissement, contre seulement 40% pour la liste Dati au scrutin municipal, l'écart atteignant plus de 3400 voix entre les deux scrutins se déroulant le même jour : 13 911 pour le vote d'arrondissement *versus* 10 481 pour le vote municipal.

Dans d'autres arrondissements, les rapports de force n'ont pas été inversés entre les deux scrutins, mais des écarts très significatifs se sont dessinés entre les scores aux votes d'arrondissement et municipal. Cela a été particulièrement net dans l'est parisien, où le vote LFI au scrutin municipal s'inscrit très en retrait par rapport à son niveau atteint au scrutin d'arrondissement. Et symétriquement dans ces arrondissements, les scores de la liste Grégoire au scrutin municipal se situent très au-dessus des résultats atteints par les listes PS/Les Écologistes/PC au scrutin d'arrondissement.

Scores des listes de gauche aux seconds tours des scrutins d'arrondissement et municipaux dans l'est parisien

Arrondissement	Score LFI vote d'arrondissement	Score LFI vote municipal	Écart	Score PS/Les Écologistes/PC vote d'arrondissement	Score Grégoire vote municipal	Écart
XVIII ^e arrondissement	24,7%	11,8%	-12,9 pts	43,8%	60,7%	+17,1 pts

XX ^e arrondissement	23,8%	13,2%	-10,6 pts	54%	63,8%	+9,8 pts
XIX ^e arrondissement	23,8%	14%	-9,8 pts	52,6%	60,1%	+7,5 pts
X ^e arrondissement	18,9%	9,1%	-9,8 pts	48,1%	65,7%	+17,6 pts
XI ^e arrondissement	14,7%	7,7%	-7 pts	55,3%	65,8%	+10,5 pts

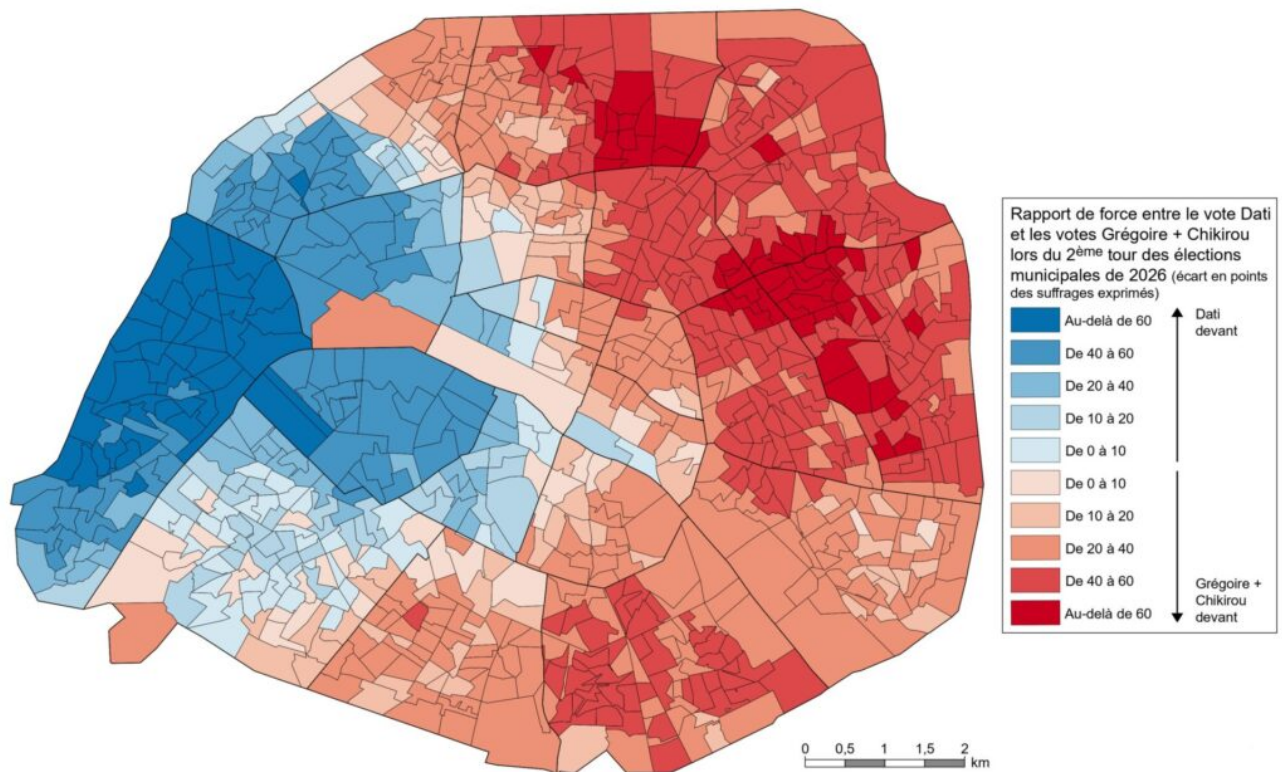
Tout se passe comme si une part très significative de l'électorat LFI avait appliqué, au scrutin municipal, la logique du vote utile en soutenant la liste Grégoire pour faire barrage à la droite et à Rachida Dati, tout en maintenant leur vote en faveur de LFI au vote d'arrondissement, dans ces arrondissements ancrés à gauche où le risque de bascule à droite était inexistant. On voit ici comment la récente modification de la loi électorale, en introduisant un double vote, a rendu possible le développement de votes tactiques et a renforcé le comportement d'électeur-stratège²¹.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, dans les X^e et XVIII^e arrondissements, l'écart de plus de 17 points entre le score de la liste Grégoire au scrutin municipal et celui de la liste d'union de la gauche au scrutin d'arrondissement ne saurait s'expliquer statistiquement uniquement par le vote utile des électeurs LFI. La liste Grégoire y a, manifestement, également bénéficié du vote utile massif d'électeurs s'étant portés sur des listes citoyennes, qui y ont recueilli plus de 10% au second tour du vote d'arrondissement.

Au second tour, la gauche domine un Paris toujours très clivé

La carte du rapport de force gauche/droite au second tour fait classiquement ressortir un clivage est-ouest avec des résultats souvent très clivés. Même si Paris est étendu, on est toujours frappé par l'ampleur des écarts de scores entre des quartiers appartenant à la même ville. Dans certains bureaux de l'ouest parisien, le score de Rachida Dati est parfois de 60 à 70 points supérieurs à celui des deux listes de gauche cumulé, quand ces dernières surplombent de 50 à 60 points la liste de droite à Belleville ou à la Goutte-d'Or par exemple.

Le rapport de force gauche/droite au second tour



Non seulement ces écarts se répètent de scrutin en scrutin, mais la ligne de front est restée très stable dans le temps²². Certes, la ligne de partage des eaux électorales peut quelque peu se déplacer en fonction d'un contexte national plus ou moins favorable à la gauche ou à la droite. Mais la frontière courant du nord au sud et séparant le Paris de droite et celui de gauche ne fluctue que très peu, à l'image de la ligne de front dans une guerre de position. Elle prend appui dans le XVII^e arrondissement sur les voies de chemin de fer qui desservent la gare Saint-Lazare. Mais, nulle part ailleurs, elle n'est matérialisée par une coupure physique aussi nette dans le tissu urbain. Ce tracé souvent imperceptible à l'œil nu sépare pourtant deux espaces politiques opposés.

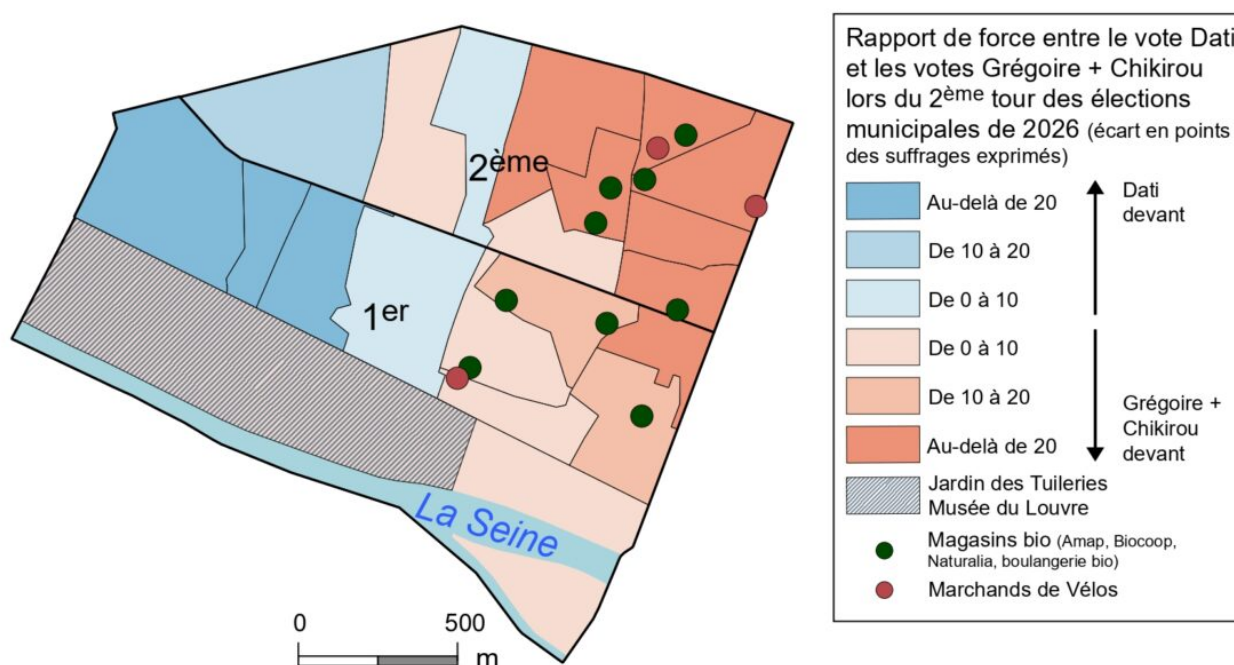
Par-delà les disparités socio-économiques : deux modes de vie et deux rapports à la ville se font face

Dans le centre de la capitale, ce tracé coupe en deux les I^{er} et II^e arrondissements le long d'un axe constitué par la rue de Valois et la rue de Vivienne. Cette division renvoie certes à des écarts de richesse, mais rappelons que, dans cet espace hyper-central, le prix de l'immobilier est de toute façon très élevé, quel que soit le quartier. Il est toutefois plus cher dans la partie ouest de ces deux arrondissements (15 500 euros/m² à l'achat dans le secteur de la rue Cambon ou de la rue Gaillon²³,

par exemple) que dans la partie est (12 000 euros/m² dans le quartier Bonne Nouvelle). Si ces différentiels en termes de prix de l'immobilier ont mécaniquement un impact sur la composition sociologique des populations vivant dans les parties est et ouest de ces deux arrondissements et donc *in fine* sur les votes, la variable socio-économique ne saurait, à elle seule, expliquer ces différences marquées de comportements électoraux entre des quartiers du centre de la capitale dans lesquels les catégories favorisées sont très sur-représentées et les milieux populaires peu présents et ce, aussi bien dans l'ouest que dans l'est de ces arrondissements.

Par-delà ces différences socio-économiques, ce qui oppose le Paris de droite et celui de gauche tient également à des différences de modes de vie, de rapport à la ville et de codes culturels. La présence et la densité de tels ou tels types de commerces constituent des marqueurs de la prégnance de ces modes de vie différents, comme l'illustre l'exemple de ces deux arrondissements. Comme le montre la carte suivante, on ne compte ainsi aucun magasin bio (enseignes Naturalia ou Biocoop, boulangeries bio) ou Amap²⁴ dans l'ouest de ces deux arrondissements, alors qu'ils sont présents dans l'est, qui votent nettement plus à gauche.

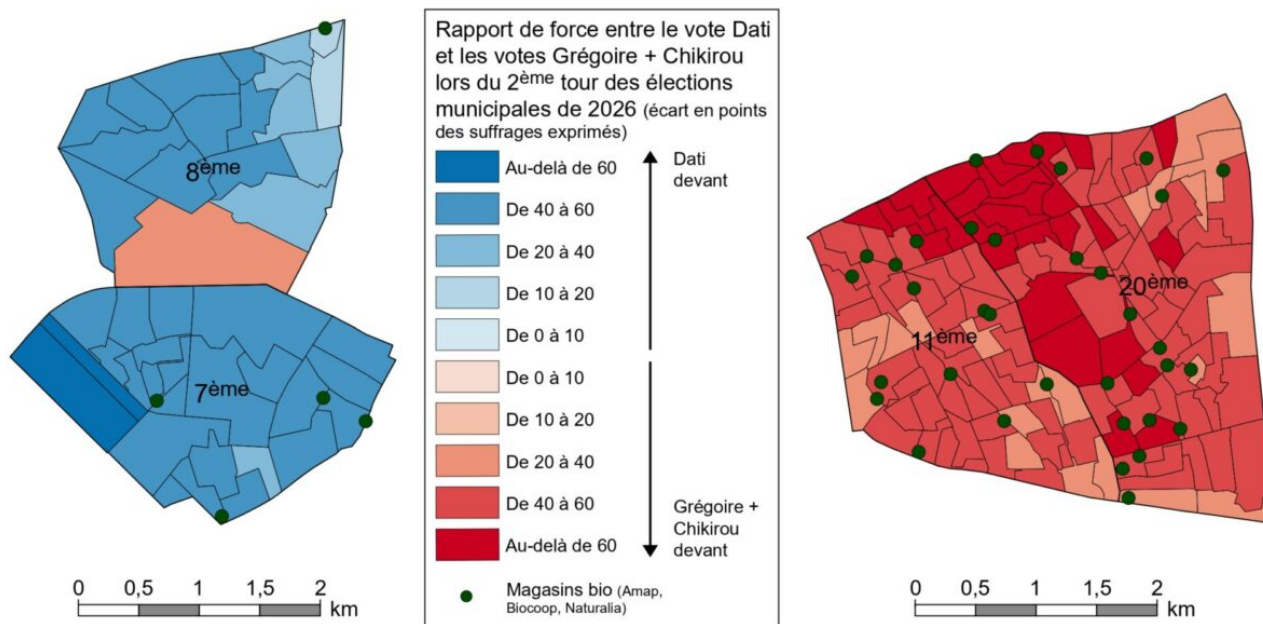
Rapport de force électoral au second tour et présence de certains commerces dans les 1^{er} et 2^e arrondissements



La sensibilité à l'écologie et le soutien à l'agriculture bio ou paysanne conduisent les électeurs qui adhèrent à cette vision du monde et de la société à fréquenter ce type de magasins ou de réseaux de distribution. Plus nombreux sont les habitants d'un quartier à partager ces convictions et plus

étouffée y sera l'offre commerciale correspondante. De manière caricaturale, ce type de magasins ou de structures est, par exemple, quasiment absent des VII^e et VIII^e arrondissements, dans lesquels Rachida Dati a très largement dominé le second tour, quand leur densité est beaucoup plus importante dans les XI^e et XX^e arrondissements, qui ont plébiscité la gauche au second tour.

Vote et présence de commerces alimentaires bio : le cas des VII^e, VIII^e, XI^e et XX^e arrondissements

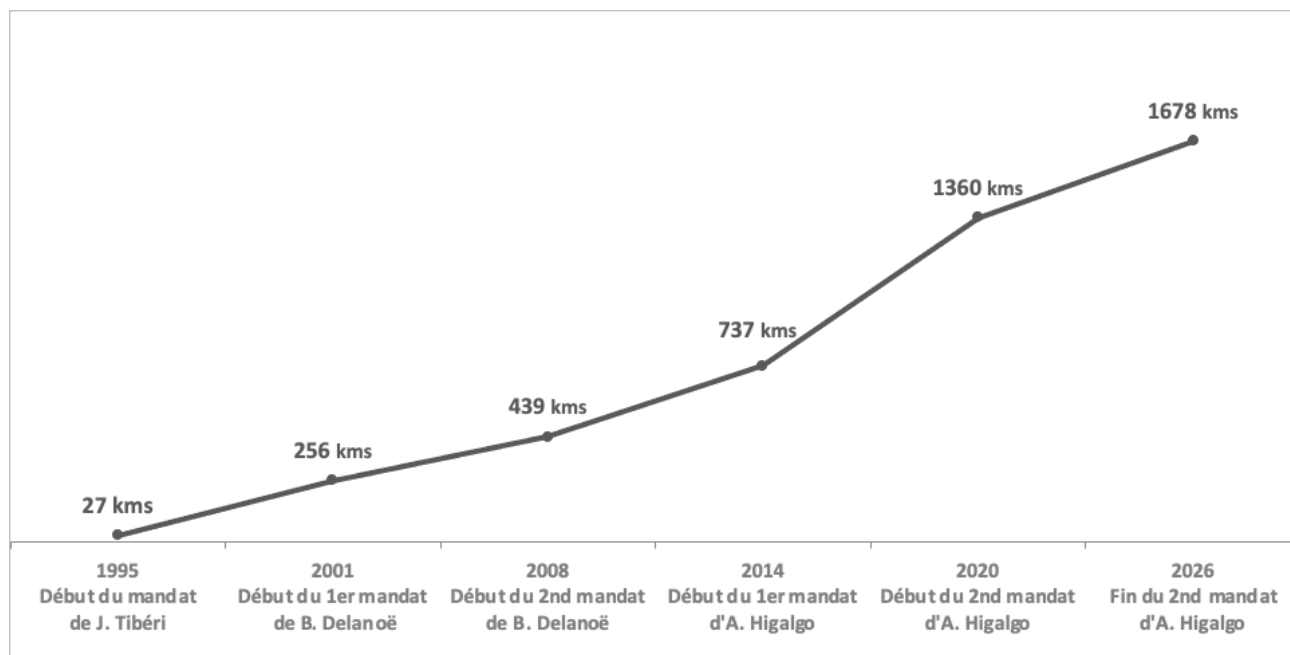


Mais la présence de certains commerces dans un quartier donné ne constitue pas qu'un indice pour le géographe ou l'analyste. Elle participe également à la construction de l'identité du lieu et de l'ambiance locale. Visible par tous les passants et tous les habitants du quartier, ces magasins délivrent de manière subliminale un message selon lequel « ici, on est adepte de telle consommation ou de tel comportement ». Ce faisant, ils légitiment ces pratiques en leur donnant, au sens premier du terme, « pignon sur rue ».

Cela vaut pour les commerces alimentaires bio, mais aussi par exemple pour les magasins de vélos. La présence de marchands de cycles dans un quartier traduit l'existence d'un marché local et donc l'appétence d'une part des habitants du quartier pour cet équipement et pour ce mode de déplacement. Inversement, l'absence de tel commerce dans un quartier parisien indiquera que ses habitants sont majoritairement adeptes des transports en commun ou de la voiture. Il se joue ici un rapport à la ville différent entre ceux qui considèrent que la rue doit continuer d'être dédiée principalement à l'automobile et ceux qui souhaitent que l'on accorde une place croissante au vélo dans la ville. Ce sujet est éminemment politique et, depuis l'élection de Bertrand Delanoë en 2001, la gauche parisienne a puissamment œuvré pour faire reculer la place de la voiture dans les rues de

la capitale : division par deux du nombre de places de parking, piétonnisation de certaines rues et quartiers, mais aussi et surtout création de très nombreuses pistes cyclables, dont le kilométrage cumulé est passé de 256 kilomètres lors de l'élection de Bertrand Delanoë, en 2001, à 1678 kilomètres aujourd'hui.

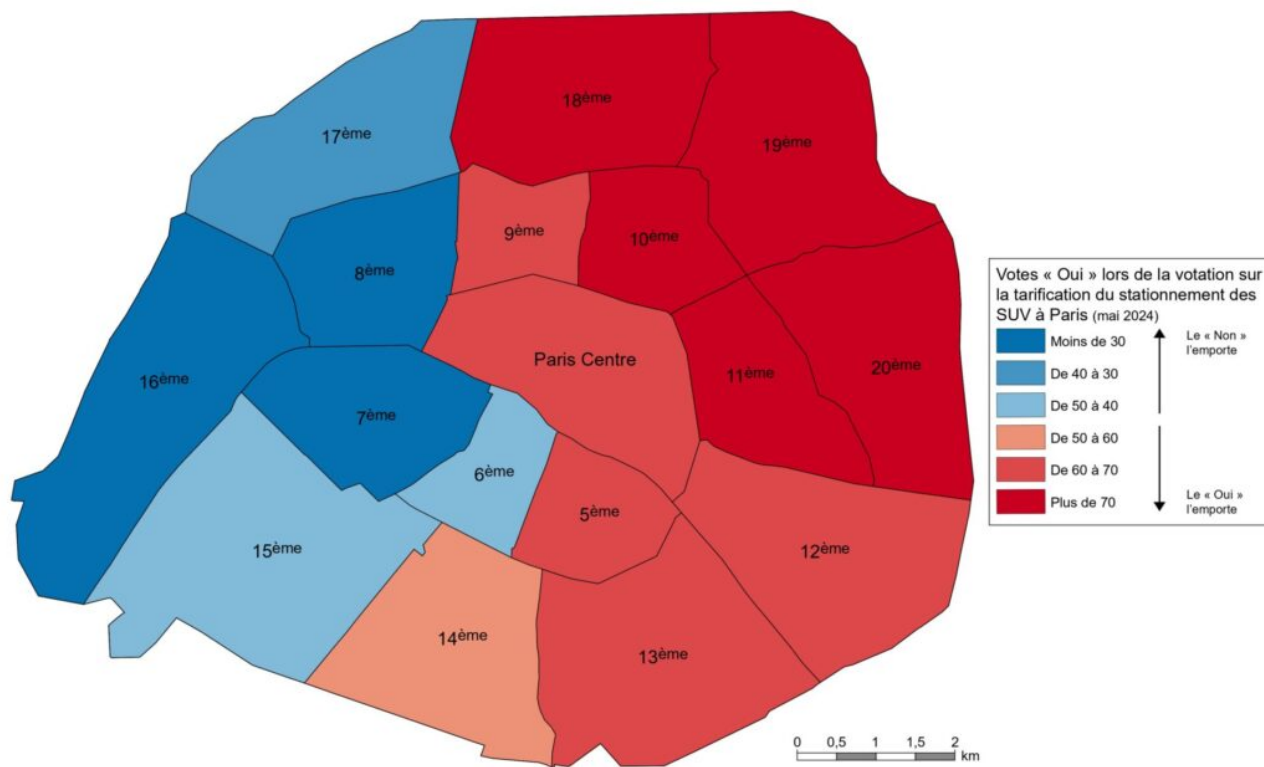
1995-2026 : Évolution du kilométrage de l'ensemble des pistes cyclables à Paris²⁵



Parallèlement, la circulation automobile a drastiquement diminué à Paris sur la même période : moins 60% de trafic automobile entre 2002 et 2024 selon l'Observatoire parisien des mobilités. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Emmanuel Grégoire a choisi de se rendre à vélo à l'Hôtel de ville le soir de son élection qui, quelque part, symbolisait aussi la victoire des partisans du vélo sur ceux de la voiture à Paris²⁶. Et dans les 1^{er} et 2^e arrondissements, on compte plusieurs marchands de vélo dans la partie est, qui a largement soutenu la gauche, mais aucun dans les quartiers de l'ouest de ces arrondissements, qui votèrent majoritairement pour Rachida Dati.

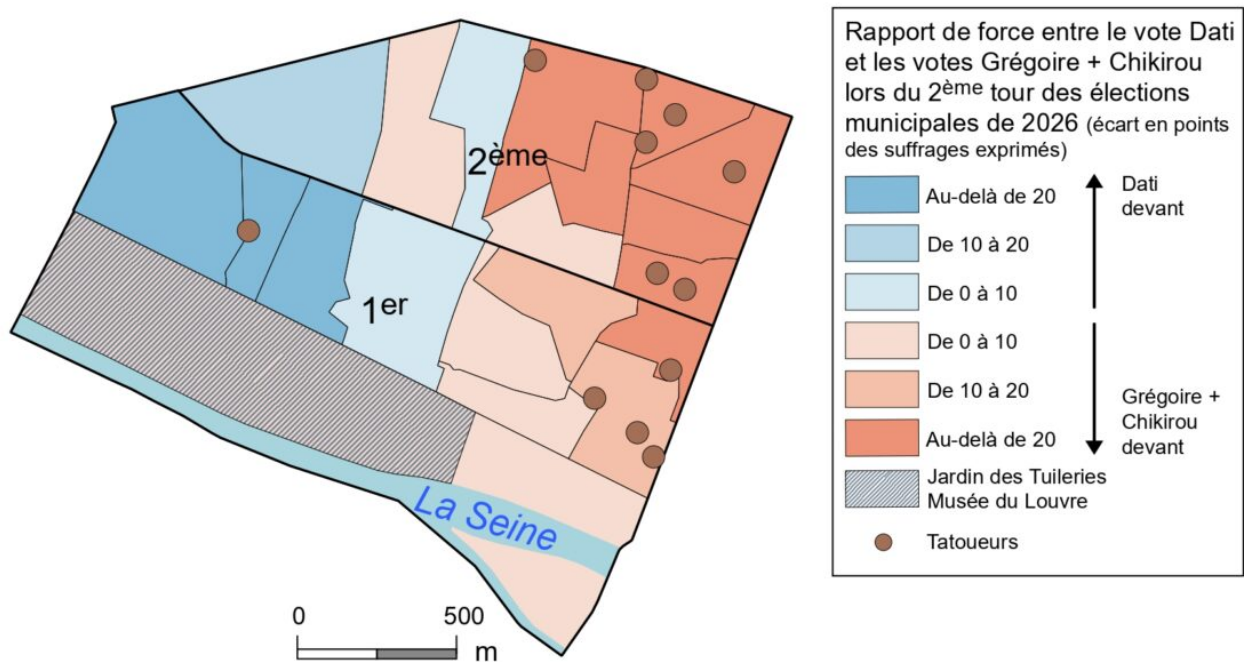
À l'échelle de l'ensemble de la ville, ce clivage est/ouest sur le rapport à la voiture, se superposant au clivage gauche/droite, s'était également observé en février 2024 à l'occasion d'une votation organisée par la mairie de Paris sur le triplement de la tarification du stationnement pour les SUV. La participation électorale à cette consultation fut certes limitée²⁷, mais les résultats traduisirent le climat d'opinion prévalant dans chaque arrondissement, avec ici aussi une opposition très tranchée entre des arrondissements du centre et l'ouest, vent debout contre cette mesure, et des arrondissements de la partie est, très nettement favorables à une augmentation substantielle du coût du stationnement pour les SUV.

Les résultats par arrondissement de la votation de février 2024 sur l'augmentation de la tarification des SUV



Mais le degré de sensibilité écologique et le rapport à la voiture et au vélo ne constituent pas les seuls terrains sur lesquels le Paris de l'ouest et le Paris de l'est s'opposent. Les modes de vie et les codes culturels diffèrent également profondément. On a vu précédemment comment l'existence d'une population d'ascendance noble, parfois encore assez nombreuse, participait à l'entretien d'un climat d'opinion assez conservateur et traditionnel dans certains arrondissements de l'ouest de la capitale. L'ambiance est tout autre dans l'est de Paris et la présence de certains commerces renseignent encore une fois sur ces différences d'atmosphère. La densité d'implantation des salons de tatouage traduit, par exemple, un certain esprit des lieux, faisant la part belle à une culture historiquement marginale ou alternative et aujourd'hui devenue largement *mainstream*, dans toute une partie de la population.

Rapport de force électoral au second tour et présence de tatoueurs dans les 1^{er} et 11^e arrondissements



Or, comme le montre la carte ci-dessus, la densité de salons de tatouage est forte dans la partie est des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, alors qu'on ne compte qu'un établissement de ce type dans la partie ouest, quartiers dans lesquels les codes culturels et les votes sont différents.

Ainsi, les résultats des élections municipales ont de nouveau mis en lumière une opposition très marquée entre l'ouest et l'est de la capitale. Ce clivage électoral très appuyé s'ancre certes dans des disparités socio-économiques, mais traduit également des différences à la fois en matière de mobilité et de modes de vie, mais aussi en termes de références culturelles. Et loin de s'estomper, cette opposition se perpétue dans la mesure où les commerces et l'organisation de l'espace urbain incarnent et nourrissent ces systèmes de valeurs et où la frange des électeurs qui a les moyens de choisir où vivre à Paris opte préférentiellement pour des quartiers dont l'ambiance et l'image correspondent à ses valeurs et à sa vision du monde. Ainsi, les jeunes actifs de sensibilité conservatrice à la recherche d'un logement s'installeront préférentiellement dans le XV^e, le XVI^e et le sud du XVII^e arrondissement, quand leurs homologues de gauche ou les fameux « bobos » chercheront à résider dans le XI^e ou le XX^e arrondissement.

Crédit photo : Bastien André / Hans Lucas.

1. Une autre candidate, Marion Waller, obtenant 3% des voix.
2. Du fait de cet accord électoral, David Belliard obtint la tête de la liste d'union de la gauche dans le XI^e arrondissement, les Écologistes conservant par ailleurs la tête de liste dans les XII^e et XIV^e arrondissements.

3. 29,3% pour Hidalgo et 10,8% pour Belliard.
4. Source : Ifop.
5. Labellisés sous l'appellation « Parlons Paris ! ».
6. Nous reviendrons un peu plus loin sur la symbolique du vélo.
7. Sondage Ipsos pour *Le Parisien* réalisé *on line* du 5 au 12 décembre 2025 auprès d'un échantillon représentatif de 849 personnes inscrites sur les listes électorales à Paris.
8. Sondage Ifop-Fiducial pour *L'Opinion* et Sud Radio réalisé *on line* du 5 au 9 janvier 2026 auprès d'un échantillon représentatif de 983 personnes inscrites sur les listes électorales à Paris.
9. Source : Apur.
10. Source : Ifop.
11. Jérôme Fourquet, Marie Gariazzo et Sylvain Manternach, *La roue de la fortune. Constitution et transmission des patrimoines dans la France contemporaine*, Fondation Jean-Jaurès, 4 septembre 2025.
12. Le positionnement marketing de Barnes indique en effet qu'il s'adresse à une clientèle très fortunée puisque selon son site internet, Barnes est spécialisé dans la « vente d'appartements, de maisons et d'hôtels particuliers, d'immeubles, de propriétés et de châteaux, de programmes neufs et de biens d'exception ; mais également la location de biens de qualité et la gestion locative ».
13. Source : www.meilleursagents.com
14. Éric Mension-Rigau, *Singulière noblesse. L'héritage nobiliaire dans la France contemporaine*, Paris, Fayard, 2015.
15. Pour arriver à cette estimation, nous avons dénombré sur les listes électorales parisiennes tous les individus portant un patronyme figurant dans *L'Annuaire de France et des maisons souveraines d'Europe*.
16. Habitations à bon marché, logements collectifs construits dans la première moitié du XX^e siècle, souvent sur l'emplacement des anciennes fortifications qui ceinturaient Paris.
17. Les données de l'Ifop indiquent ainsi que 44% des électeurs de la liste Renaissance aux élections européennes de 2024 ont opté pour la liste Bournazel et 41% pour la liste Dati.
18. Elle annoncera sa candidature seulement le 7 janvier 2026.
19. Chaque grande liste concourant à la mairie de Paris étant représentée dans chaque scrutin d'arrondissement et, par ailleurs, peu de listes concourant uniquement dans un arrondissement étaient recensées.
20. Et 4,8% pour la liste Chikirou.
21. Sur la notion d'électeur-stratège voir par exemple : Élisabeth Dupoirier, « L'électeur est-il stratège ? », dans Daniel Boy et Nonna Mayer, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990.
22. Matthieu Jeanne, « La bataille de Paris, une bataille géopolitique », *Hérodote*, n°154, 3^e trimestre 2014.
23. Source : www.meilleursagents.com.
24. Une Association pour le maintien d'une agriculture paysanne est constituée par un groupe de personnes d'un même quartier qui s'engage à acheter la production d'un agriculteur qui leur livre régulièrement ses produits.
25. Source : Observatoire parisien des mobilités.
26. D'après les données de l'Ifop, au premier tour Emmanuel Grégoire a obtenu 32% des voix des possesseurs de voiture contre 46% parmi ceux qui n'en avaient pas.
27. Seuls 5,5% des électeurs inscrits sur les listes électorales participèrent à cette consultation.